

Karl-Heinz Peschke

**L'ECONOMIE SOCIALE
A LA LUMIERE
DE LA FOI CHRETIENNE**

Ordo socialis

Original:

Karl-Heinz Peschke, SVD

Social Economy in the Light of Christian Faith

Editor: ORDO SOCIALIS

Paulinus-Verlag, Trier 1991

ISBN 3-7902-5204-2

Translation sponsored and organized by:

ORDO SOCIALIS

Academic Association for the Promotion of Christian Social Teaching

Wissenschaftliche Vereinigung zur Förderung der Christlichen Gesellschaftslehre e.V.

The members of the committee are published on the impressum of www.ordosocialis.de

Head Office: Georgstr. 18 • 50676 Köln (Cologne) • Germany

Telephone: 0049 (0)221-27237-0

Telefax: 0049 (0)221-27237-27

E-mail: gf@ordosocialis.de • Internet: www.ordosocialis.de

French Edition:

Translation: Jean-Claude Crinot, MSc

© ORDO SOCIALIS, Cologne, Germany, 1995 and

Konrad Adenauer Foundation, 1995

B.P.: 01-3304 Cotonou, Benin, Association “Chrétien dans la Vie Publique” (ACVP)

B.P.: 06-1356, Cotonou, Benin • Tel: 21-49-98

Digitalized by Jochen Michels 2006, Layout of the digitalization by Dr. Clara E. Laeis

**The rights of publication and translation are reserved and can be granted upon request.
Please contact ORDO SOCIALIS.**

**Les droits de publication et de traduction sont réservés. Ils peuvent être obtenus sur
requête.**

SOMMAIRE

PRÉFACE	4
INTRODUCTION	6
I. NATURE ET FINALITÉ DE L'ÉCONOMIE SOCIALE	8
1. Opinions et théories déficientes.....	8
2. Le but réel de l'économie sociale.....	9
II. THÉORIES ET SYSTÈMES ÉCONOMIQUES À LA LUMIÈRE DE LA FOI CHRÉTIENNE	13
1. Le capitalisme libéral.....	13
2. Le Socialisme Marxiste	16
3. L'économie sociale de marché.....	20
4. Le socialisme démocratique	22
III. L'ECONOMIE DE MARCHÉ AU SERVICE DES BESOINS HUMAINS.....	25
1. La fonction régulatrice du marché et de la concurrence	25
2. L'entrepreneur comme serviteur du bien commun	27
3. Ethique du Consommateur	29
IV. LE RÔLE ÉCONOMIQUE DE L'ETAT.....	31
1. Respect du principe de subventionnement.....	31
2. La création d'institutions justes	32
3. Une attention particulière aux pauvres	33
4. La socialisation et la réforme foncière	34
V. LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE AU NIVEAU INTERNATIONAL ..	38
1. L'ordre économique international.....	38
2. Le Développement économique et la solidarité globale	39
BIBLIOGRAPHIE	44

PRÉFACE

Depuis abord, il n'apparaît pas évident de pouvoir établir un lien entre l'économie et la foi, fût-elle chrétienne. Les tenants de la science économique pure y verraient d'ailleurs une intrusion, un amalgame bien fâcheux. En effet, l'une relève du domaine de la science et l'autre est de nature religieuse ou dogmatique.

Mais l'on se rend compte qu'elles s'adressent toutes les deux à l'homme, l'une touchant immédiatement au matériel, à l'ordre temporel des choses, l'autre relevant de la spiritualité.

L'ouvrage de Karl H. PESCHKE a l'ambition de mettre à nu le lien entre ces deux dimensions de l'homme, toutes deux requises au demeurant pour la réalisation de l'Homme, dans le sens de l'accomplissement du dessein de Dieu.

Le mérite de l'auteur est d'avoir su proposer une grille de lecture des théories et systèmes économiques connus sous l'éclairage de la doctrine chrétienne.

En introduisant son ouvrage par la citation suivante tirée de la lettre pastorale sur l'Enseignement Social et Catholique et l'économie des USA, citation „La vie économique est un des domaines principaux où nous pouvons vivre notre foi, aimer notre prochain, ... accomplir le dessein de Dieu créateur, et réaliser notre potentiel de Sainteté“ fin de citation, l'auteur pose d'emblée la problématique du sujet à savoir la comptabilité, et le nécessaire rapprochement entre le système économique et l'homme, agent économique.

Certes l'économie, entendue comme stratégie efficace de combinaison des moyens en vue de l'affectation des ressources rares à la couverture de besoins illimités, relève sans doute d'une démarche scientifique, indépendante de toute considération morale. Toutefois, son objet social qui inclut et dépasse la seule efficacité „matérialiste“ permet d'entrevoir la nécessité d'une évaluation morale.

„Le but ultime de l'économie ne saurait être différent de celui de la vie humaine en général“.

Cet objectif, selon l'éthique chrétienne comme le rappelle l'auteur, „vise à se mettre au service de la gloire de Dieu pour la promotion de son royaume de justice, d'amour et de paix, et la réalisation de son plan créateur pour le monde, ... sous l'éclairage du Saint-Esprit“.

De quelles manières alors les systèmes économiques contribuent-ils à ce rapprochement?

Du capitalisme libéral à sa négation qu'est le communisme, en passant par des systèmes intermédiaires tels que le capitalisme d'Etat ou le socialisme démocratique, aucun d'eux n'a reçu l'onction de l'Eglise. Mais en fait, tous en désapprouvant les deux systèmes à l'extrême, le capitalisme libéral pour ses aspects iniques, le communisme pour son athéisme et l'étouffement des libertés individuelles, l'Eglise souvent confinée dans son rôle d'objecteur de conscience s'est accommodée des systèmes les plus variés.

D'où l'émergence d'une nouvelle forme d'organisation: l'économie sociale de marché.

Aujourd'hui, les choses évoluent, le capitalisme libéral tente d'associer le progrès social au progrès économique, ne serait-ce que sous la pression des syndicats. Le socialisme marxiste, après son échec historique est en train de passer de mode.

Combinant „les forces créatrices d'un marché libre et les mesures protectrices d'une législation sociale“ elle se révèle aux yeux de l'auteur le mieux apte à assurer le „bien-être global“

de l'homme (matériel, culturel, politique et religieux). Elle est marquée par les traits essentiels ci-après:

- le marché et la concurrence y accroissent leur fonction régulatrice;
- les libertés individuelles (libertés d'entreprise, de concurrence et de commerce), source de dynamisme et de créativité, y retrouvent leurs lettres de noblesse;
- l'entrepreneur devient dépositaire d'un bien commun qu'il devra gérer avec justice et loyauté;
- les syndicats n'apportent plus seulement la force de travail de leurs membres ; ils participent également à la propriété des moyens de production;
- une éthique du consommateur est mise en exergue, par l'exigence d'une législation idoine pour protéger l'environnement.

Et l'Etat?

Il se dépérit un peu plus tout en conservant son rôle d'intervention (subvention) en cas de nécessité, de protection des droits et libertés, de justice sociale.

Au plan international, l'économie sociale de marché prône un ordre économique plus équitable entre les nations. Sa finalité domestique devra être transposée au niveau des relations internationales dans un élan de solidarité humaine et d'Amour chrétien. Son credo en matière de commerce international est le libre-échange dont les entraves venant surtout de la part des pays industrialisés sont à réprover.

De tous les systèmes inventoriés, l'économie sociale de 'marché est celui qui se rapporte le plus de la doctrine sociale catholique. L'autonomie, la responsabilité, la créativité sont des valeurs qu'elle partage et qui participent d'une „convergence d'objectifs „,

Bien qu'expérimenté en Allemagne, ce système n'a pas encore fait tache d'huile. Les pays industrialisés à l'économie de marché se préoccupent désormais d'améliorer et d'affirmer le fonctionnement de l'économie capitaliste tout en cherchant à réduire les inégalités qu'elle génère grâce à des politiques sociales appropriées.

Quant aux pays en développement et autres pays de l'ex-bloc socialiste, qui ne sont pas du reste à une désillusion près, ils se cherchent et cherchent encore leur voie. L'ajustement et des réformes économiques, le tout teinté d'un certain pragmatisme pourraient représenter leur credo.

A l'heure où le monde est à la recherche de nouvelles valeurs, de nouveaux équilibres, d'un nouvel humanisme, le livre de Karl H. PESCHKE peut être considéré comme une rose dans le jardin des chrétiens, et une pierre posée sur l'édifice de la nouvelle éthique.

Paulin L. COSSI

INTRODUCTION

„La vie économique est un des domaines principaux où nous pouvons vivre notre foi, aimer notre prochain, lutter contre la tentation, accomplir le dessein de Dieu Créateur, et réaliser notre potentiel de sainteté“.¹ L'activité économique est d'une importance fondamentale pour le bien-être matériel de l'Homme. Elle occupe beaucoup d'hommes et de femmes, que ce soit dans les usines, les bureaux ou les magasins; et tous dépendent d'elle.² Ce qui caractérise l'activité économique, en tant que réalité sociale, est le fait que de nombreux individus coopèrent à une entreprise commune, malgré la division du travail. Ceci exige un but et un objectif communs.

La véritable fonction de l'économie est d'être un ensemble de services; elle n'existe pas par elle-même.³ D'où l'importance de l'évaluation morale. Tant les individus que les groupes, surtout les acteurs de la vie économique, prennent de plus en plus conscience que cet espace d'activité humaine exige aussi une ligne directrice en matière d'éthique. Le but de l'activité économique dans une société statique rurale ou pré-industrielle était la satisfaction la plus complète possible des besoins matériels de l'Homme. En conséquence, les objectifs plus lointains, les critères et les normes paraissaient superflus. Par contre, l'économie bien plus dynamique d'une société industrielle ou post-industrielle cherche à aller au-delà de la satisfaction des besoins immédiats de l'Homme; ainsi donc, la question des objectifs plus lointains se pose avec d'autant plus de force et ne peut plus être ignorée.

Depuis le début de l'ère industrielle, des défauts et des injustices de toutes sortes sont apparus. Il faut cependant noter que de telles imperfections sont apparues dans tous les systèmes économiques, même en dehors de l'ère industrielle.⁴ Pendant des milliers d'années, une grande partie de la population mondiale était constituée d'esclaves. Les femmes étaient réduites en esclavage. Les corporations du Moyen-Age limitaient considérablement l'initiative économique de leurs membres et interdisaient que l'on changeât de corps de métier. Cependant, ce n'est qu'à l'ère industrielle qu'une résistance organisée contre les injustices de l'ordre économique a vu le jour. Nul doute que ce mouvement a été favorisé par le fait que dans les usines les ouvriers travaillaient en groupe, ce qui a permis de structurer leur organisation et leur action. Depuis ce temps-là, tous les groupes sociaux sont très sensibles au caractère juste ou injuste de l'économie mondiale.

C'est le devoir de la théologie morale et des sciences éthiques que de défendre les idéaux de justice. Cependant, les chercheurs ne doivent pas non plus oublier de prendre en considération les réalités concrètes tant géographiques que sociologiques. Ainsi, dans les pays qui sont à peine engagés dans le processus d'industrialisation, on ne saurait insister sur les mêmes salaires et avantages sociaux que dans les pays déjà développés et disposant donc de ressources plus importantes. Il y a des traditions acquises, dont il faut tenir compte. Ces traditions peu-

¹ Economie Justice for Ali, Lettre pastorale sur l'enseignement Social Catholique et l'Économie des USA (Washington: NCCB, 1986), Introduction no. 6.

² J. Messner définit l'économie comme étant „l'utilisation de ressources peu abondantes pour accomplir des tâches déterminées par les objectifs existentiels selon la bonne raison“ (Social Ethics, St. Louis & London : Herder Book Co., 1965, 748). La définition classique de la science économique est „étude de l'utilisation de ressources peu abondantes pour la réalisation d'objectifs alternatifs“.

³ „L'économie atteint son objectif lorsqu'il y a eu provision et utilisation des „moyens“, c'est-à-dire les biens ou services“ (O. von Nell-Breuning, Gerechtigkeit und Freiheit. Grundzüge katholischer Soziallehre, Wien: Europaverlag, 1980, 147).

⁴ B. Häring, Free and Faithful in Christ, vol. 3. 1981, 306. J. Card. Höffner indique que la pauvreté n'est pas un symptôme uniquement de l'ère industrielle, mais qu'elle existait auparavant, et qu'elle était même plus répandue. „Dans certaines villes, sept à dix pour cent sont des mendiants. En 1476 par exemple, Cologne comptait 40 000 habitants dont 3 000 mendiants“ (Economie Systems and Economie Ethics. Guidelines in Catholic Social Teaching. Ordo Socialis No. 1, Cologne 1988,

vent avoir engendré des structures imparfaites, qui cependant ne sauraient être modifiées de façon brusque, sans créer de graves ruptures du tissu social et porter gravement atteinte à la stabilité. „La théologie morale ne doit pas ignorer ces données si elle souhaite éviter la tentation d'un „volontarisme“ inutile, d'un „utopisme“ par trop naïf, et d'un „prophétisme“ sans effet“⁵

⁵ Marciano Vidal, *L'atteggiamento morale*, vol.1.3 (Assisi : Cittadella, 1981),294. Max Weber a déjà établi la différence entre l'éthique de l'esprit et l'éthique de la responsabilité, une distinction qui mérite attention. „Pour celui qui défend l'éthique de l'esprit, l'ordre des valeurs et l'adéquation des normes sont importants; il se soucie peu des obstacles qui peuvent empêcher la réalisation. Il pense que le bien dominera naturellement et qu'il suffit de vouloir le bien pour qu'il existe. Par contre, ceux qui représentent l'éthique de la responsabilité peuvent se sentir lier par le même ordre de valeurs, mais sont aussi conscients des limites pratiques à la réalisation de cet ordre et pensent davantage en terme de quelques bonnes actions qu'en terme d'utopie morale sans limites. L'éthique de la responsabilité sait que la réalisation du bien moral exige aussi des compétences professionnelles et positives“, ce qui la rend plus humble dans ses prétentions, mais aussi plus juste et réaliste (Peter H. Werhahn, *Die moralische Bewältigung des wirtschaftlichen Fortschritts*. Schriftenreihe des Bundes Katholischer Unternehmer NF9, Cologne: Bachem, 1964,9)

I. NATURE ET FINALITE DE L'ECONOMIE SOCIALE

Une évaluation morale de l'activité économique doit reposer essentiellement sur les objectifs et finalités qui lui ont été fixés. Une étude de l'éthique de l'économie sociale doit prêter à ces éléments d'appréciation une attention toute particulière.

1. Opinions et théories déficientes

Les chercheurs en économie considèrent souvent, sinon la plupart du temps, les questions d'ordre moral comme une intrusion et une usurpation inacceptables de leur science. En effet, on parle de l'économie comme d'une véritable science, tout comme de la biologie ou de la médecine. Son objet fondamental est l'étude des lois qui permettent d'agencer les moyens de la façon la plus judicieuse pour obtenir le meilleur résultat en utilisant le moins de ressources possibles. Au cours de cet exercice, l'économie jouit d'une autonomie scientifique complète tout en restant indépendante de toute considération morale.

En effet, le Concile Vatican II affirme que „l'activité économique doit se réaliser selon les lois et méthodes qui lui sont propres“ (GS 64)⁶ C'est dans l'étude et l'élaboration de ces lois et méthodes que s'exprime l'autonomie des sciences économiques. L'application correcte de ces lois dans la création d'un produit n'est pas une question de morale, mais plutôt de compétence technique et de connaissance professionnelle. Si cette compétence comporte une dimension morale, celle-ci consiste en l'exigence que ceux qui sont chargés de gérer l'économie possèdent les meilleures connaissances techniques possibles.

Cependant, le *choix* de l'objet à produire est aussi une question de responsabilité individuelle. Il est vrai que, une fois ce choix effectué, les lois de l'activité économique s'appliquent indépendamment de toute autre considération morale. Un entrepreneur est libre de choisir entre créer un bon produit de divertissement et réaliser un film pornographique, vendre de la drogue ou des médicaments, fabriquer un vin artificiel ou un produit authentique. Il s'agit là d'un choix moral effectué en toute liberté et qui lie une personne.

Il est clair, cependant, que le produit que l'on aura choisi sera objectivement utile et pourra rendre des services réels à la communauté. Ce sont-là, après tout, les seuls produits qui intéressent véritablement la majorité des consommateurs. L'entrepreneur se doit de les produire en considérant tant le côté économique que la question du profit : un produit est économique s'il permet au plus grand nombre possible d'individus de l'acheter; le profit quant à lui permet à l'entreprise de continuer à produire et de se développer.

Ainsi donc, le but de l'activité économique est, dans une certaine mesure, le profit. Dans une économie libérale, l'objectif ultime d'une bonne gestion est la maximisation du profit. Les sciences économiques doivent enseigner la méthode et les règles qui permettent d'atteindre cet objectif et ce - selon l'économie libérale - sans qu'interviennent les valeurs morales. Une science économique libre de toute considération morale est ainsi proclamée. Mais à l'insu de ces principes froids et rigides, leur système de valeurs est celui de l'éthique utilitaire.

L'Église et bien d'autres institutions, ont rejeté le théorème qui stipule que le but ultime de l'activité économique doit être le „profit pour la domination“ (GS 64). Bien qu'une entreprise économique se doit d'enregistrer un profit pour survivre et se développer, et bien que la recherche d'un profit raisonnable demeure légitime, le profit ne peut qu'être qu'un objectif secondaire dans l'entreprise économique. S'il était en fait le but principal, il engendrerait inévi-

⁶ OS = Gaudium et Spes : Pastoral Constitution on the Church in the Modern World, no. 64.

tablement beaucoup d'injustice et de perversion, comme l'histoire l'a souvent démontré.⁷ Comme forme d'utilitarisme, une économie orientée uniquement vers le profit est donc rejetée par tous les arguments qui militent contre la philosophie de l'utilitarisme.

Comme il a été dit plus haut, les biens doivent non seulement créer un profit pour l'entreprise, mais aussi être suffisamment économiques pour que le plus grand nombre possible d'individus puissent les acquérir. Ceci a conduit au principe de la maximisation du produit social, un postulat adopté tant par le socialisme que le libéralisme. Selon ce principe, la seule entreprise économique qui soit significative sur le plan économique est celle qui produit le résultat économique le plus grand. Cependant, un tel objectif n'est pas acceptable en tant que but ultime de l'économie. „Si la maximisation du produit social a pour conséquence de mettre en danger des valeurs culturelles supérieures, alors cette maximisation n'a plus son sens“.⁸ Ainsi, bien que l'emploi rémunéré des mères d'enfants en bas âge, par exemple, augmente de façon évidente la quantité du produit social, cette augmentation se fait au détriment de valeurs immatérielles importantes. D'autre part, le fait de produire des biens même le dimanche permettra d'augmenter le produit social, mais encore une fois au détriment des valeurs immatérielles du repos dominical et de la pratique du culte.

Pour nous résumer, retenons que l'objectif de l'économie sociale ne consiste pas seulement soit à réaliser un profit, ou à maximiser le produit social ou le bien-être matériel du plus grand nombre d'individus possible. Tous ces critères appartiennent à une éthique utilitaire, qui ne résistera pas à une analyse sérieuse reposant sur le besoin de justice universelle et sur la foi chrétienne.

2. Le but réel de l'économie sociale

La doctrine sociale catholique a toujours enseigné que l'économie doit être au service de l'homme et non l'homme au service de l'économie. Selon Vatican II, l'objectif essentiel de la production économique doit être de rendre service à l'homme, à l'homme tout entier, vu sous l'angle de ses besoins matériels et des nécessités de sa vie intellectuelle, morale, spirituelle et religieuse. Et lorsque l'on parle de l'homme, nous comprenons tous les hommes sans exception et tous les groupes humains, quelle que soient leur race ou leur origine géographique“ (GS64).

Les évêques Américains résument cette pensée de façon quelque peu laconique et catégorique : „Nous jugeons un système économique par ce qu'il produit pour les individus et selon la mesure dans laquelle il est possible à ces individus d'y prendre part. L'économie est faite pour servir les gens et non les gens pour l'économie“.⁹ Ces évêques, ainsi que Jean-Paul II d'ailleurs¹⁰ (cf. SRS 42; CA 57) insistent sur le fait qu'on doit porter une attention particulière aux pauvres. Ils ne veulent pas dire par là que le but ultime de toute économie doit être d'aider les pauvres; ce serait là une interprétation trop étroite. Le fait, cependant, d'ignorer les pau-

⁷ Un exemple récent de tels abus est le scandale de 1988 concernant les déchets toxiques transportés d'Europe vers les pays d'Afrique, lesquels n'ont pas les moyens de les gérer correctement, mais qui doivent tout de même les accepter sous la pression de leurs problèmes financiers, parfois pour le prix ridicule de US\$ 2,5 la tonne. Certains de ces déchets sont extrêmement dangereux pour l'homme et la nature; leur neutralisation demanderait des sommes considérables.

⁸ P.H. Werhahn, *Die moralische Bewältigung des wirtschaftlichen Fortschritts*, l.c.5.

⁹ *Economie Justice for All*, l.c., Introduction no.13.

¹⁰ Les huit encycliques sociales sont citées sous les abréviations suivantes: RN = *Rerum Novarum* (1891) par Léon XIII; QA = *Quadragesimo Anno* (1931) par Pie XI; MM = *Mater et Magistra* (1961) et PT = *Pacem in Terris* (1963) par Jean XXIII; PP = *Populorum Progressio* (1967) par Paul VI; LE = *Laborem Exercens* (1981), SRS = *Sollicitudo Rei Socialis* (1987) et CA = *Centesimus Annus* (1991) par Jean Paul II. L'abréviation OA indique la Lettre Pastorale „*Octogesima Adveniens*“ par Paul VI. Les références ne se rapportent pas aux pages, mais au numéro des passages.

vres est le symptôme d'une économie qui ne cherche pas résolument à réaliser le plan universel de Dieu pour l'humanité, plan qui ne peut être totalement réalisé que si tous les hommes ont la possibilité d'y apporter une contribution effective.

Dans la mesure où l'économie sert à réaliser des objectifs autres qu'immédiats, plus élevés, il est évident qu'elle ne constitue ni le but unique des êtres humains et de la société, ni même l'objectif principal. Elle doit plutôt occuper la place qui est la sienne dans la suite logique des objectifs¹¹. La dignité de l'homme et sa liberté, les valeurs culturelles, la religion et la moralité, et le Plan Universel de Dieu pour le monde occupent une place plus élevée.

Il est cependant vrai que les besoins économiques de l'homme, bien qu'ils soient les plus modestes, sont tout de même les plus indispensables à son existence terrestre. C'est en cela que consiste le caractère noble de l'économie. Tant que les besoins matériels de l'homme ne sont pas satisfaits, son accès aux valeurs plus élevées demeure très limité. „Lorsque les biens économiques n'existent pas encore en quantité suffisante, leur acquisition confère à l'activité économique un caractère urgent comparé aux autres besoins“¹². On peut se préoccuper de ces derniers plus librement une fois que le bien-être matériel aura été réalisé de façon satisfaisante. Le progrès matériel est donc un objectif désirable et légitime.

a) *Buts immédiats de l'économie.* L'objectif le plus immédiat de l'économie est la satisfaction des besoins de l'homme. Sur le plan matériel : nourriture, vêtements, logement, transport, outils, machines, etc., et ce de façon stable et durable. D'autre part, l'économie fournit aussi des biens immatériels, comme l'information par les mass-média ou des conseils juridiques par des cabinets juridiques. Quoi qu'il en soit, cependant, l'économie vise la satisfaction des besoins temporels de l'homme. Le but de cet objectif est que tous les hommes puissent vivre une existence digne d'êtres humains.

Ceci suggère la question suivante: qu'est-ce qu'une vie digne d'un être humain, et quels sont les besoins qui méritent d'être satisfaits? La vie d'un drogué n'est pas digne d'un être humain et le besoin de drogues dures ne mérite pas d'être satisfait. La réponse à cette question permet de définir davantage la nature de la véritable finalité de l'économie.

Vatican II a déjà demandé que le but de la production économique soit la satisfaction des „besoins matériels de l'homme et des exigences de sa vie intellectuelle, morale, spirituelle et religieuse“ (GS 64). Une économie qui cherche à satisfaire les véritables besoins de l'homme peut se résumer en une économie au service du bien commun. Toute entreprise économique doit d'une manière ou d'une autre contribuer à la réalisation de ce but comme objectif supérieur.

Le bien commun a été défini comme l'ensemble des conditions de la vie sociale qui permettent à l'homme d'atteindre sa perfection et sa raison de vivre (cf GS 74)¹³. Dans le vocabulaire religieux, le sens de „bien commun“ en tant que terme technique est celui de service¹⁴. En tant que tel, il doit comprendre des services tels que la construction d'écoles, d'hôpitaux, la fourniture de services sociaux, d'énergie, la création d'un réseau routier, etc. Cependant, il

¹¹ J.Card. Höffner, *Economie Systems and Economie Ethics*, l.c.26; voir aussi Jean XXIII, „Mater et Magistra“, no.246.

¹² Jean-Marie Aubert. *Morale Sociale* (Assisi: Cittadella, 19752),35.

¹³ Selon la Constitution de l'Eglise dans le Monde Moderne, „le bien commun renferme l'ensemble des conditions de la vie sociale qui permettent aux individus, aux familles, et aux groupes de réaliser leur potentiel de façon aussi complète et satisfaisante que possible“ (OS 74). On trouve une définition presque identique dans la Déclaration des libertés Religieuses, no.6. La définition qui se trouve dans le texte ci-dessus ajoute à la réalisation du potentiel de l'homme les objectifs qu'on lui a fixés, dans la mesure où l'homme a aussi pour tâche de se mettre au service des autres hommes et au service du Plan de Dieu pour le monde.

¹⁴ voir O. von Nell-Breuning, l.c. 35f.

ne faut pas voir le progrès uniquement à travers les institutions, les organisations et les techniques. Le bien commun consiste en fin de compte en des biens et valeurs réalisés à travers les membres de la société. Le véritable progrès consiste avant tout en davantage de sécurité matérielle, une bonne santé physique et mentale pour l'ensemble de la société, des citoyens ayant atteint un bon niveau d'instruction et fait de bonnes études, des possibilités d'emplois pour tous, un bon environnement pour le développement d'une vie culturelle et religieuse, une certaine justice sociale, une véritable liberté et égalité entre les hommes. (La création et le maintien de la paix et de l'ordre constituent un autre aspect du bien commun, un aspect que doivent gérer les lois, l'État et ses institutions, plutôt que l'activité économique directement). D'autre part, ces biens et ces valeurs réalisés à travers les membres de la société ont trait aux conditions de vie en société, auxquelles la définition ci-dessus se réfère, ce qui permet aux hommes d'atteindre plus complètement la perfection et de réaliser ce qu'ils devaient réaliser.

Il faut dire que le bien commun doit être vu non seulement en termes de bénéfices à court terme pour la génération actuelle, mais aussi dans la perspective de la société future. En conséquence, l'économie doit aussi prendre en compte l'impact produit par ses activités sur l'environnement ou sur la santé d'une famille et des besoins d'investissement en matière de recherche par exemple pour maintenir la compétitivité de l'économie. Les besoins qui sont en conflit avec le bien commun ne peuvent pas être satisfaits par l'économie, et doivent encore moins être créés artificiellement dans le but de réaliser des profits.

L'aide que fournit le bien commun a pour but d'assister les individus dans la réalisation de leurs tâches, qu'ils ne peuvent totalement réaliser seuls, ou en tous cas pas de façon satisfaisante. Sa fonction est donc subsidiaire et complémentaire. Il s'ensuit que le bien commun n'est pas une fin en soi. Il est au service d'objectifs encore plus élevés. Selon J. Messner, ces objectifs supérieurs constituent les finalités existentielles de l'homme. „Le bien commun consiste à aider tous les membres de la société à accomplir la tâche qui leur a été confiée par leurs finalités existentielles“.¹⁵ Cette finalité constitue donc aussi le but ultime de l'activité économique.¹⁶ Les finalités existentielles sont, selon Messner, l'autoconservation, y compris l'intégrité physique et le respect social; l'auto perfection, qui comprend l'extension de la connaissance et l'amélioration des conditions de vie; le mariage et l'éducation des enfants; le bien-être de son prochain; l'amitié en société pour la promotion du bien commun; la recherche du bien et des valeurs dans le sens absolu, dans leur forme transcendante, surtout la communion avec Dieu à travers le culte d'adoration.¹⁷ Ces buts sont implicites au principe selon lequel la production développement culturel, et la possibilité de s'investir dans des activités culturelles“.¹⁸

Les finalités existentielles posent des critères pour les tâches devant être accomplies par le bien commun. Cependant, dans la mesure où il y a plusieurs finalités, on peut trouver des cas où deux ou plus d'entre elles peuvent entrer en conflit, alors qu'une seule peut être satisfaite. Par exemple, on peut imaginer qu'une dialyse soit le seul moyen de sauver la vie d'une personne atteinte d'une maladie des reins, que la famille du malade soit trop pauvre, et que les finances d'un pays en développement doivent être mobilisées pour des tâches plus urgentes d'utilité publique. Et même dans un pays industrialisé la même situation peut se produire lorsqu'une transplantation cardiaque est nécessaire. Ou bien encore la survie d'un mariage peut empêcher de s'occuper de la santé spirituelle ou la situation matérielle de son prochain. Comment résoudre de tels conflits? Quels critères pourront permettre d'établir une hiérarchie

¹⁵ J. Messner, *Social Ethics*, l.c. 35f.

¹⁶ voir note numéro 2.

¹⁷ J. Messner, *Social Ethics*, l.c. 19. La portée de la fin a été quelque peu étendue par l'auteur de ce texte.

¹⁸ Luigi Lorenzetti, *Trattato di etica teologica*, Vol.3 (Bologna: EDB, 1981),78.

entre les divers objectifs? La solution se trouve dans le critère de la finalité ultime de l'homme.

b) *Le but ultime de l'économie* ne saurait être différent du but ultime de la vie humaine en général. C'est ce but qui donne le cadre global qui permet d'énoncer des jugements moraux et procure la base de leur validité. Il est donc très important qu'on comprenne son sens précis. „La grande tâche à laquelle nous faisons face pour le renouvellement de la société“, écrit Jean-Paul II, „est de retrouver le but ultime de la vie et ses valeurs fondamentales. Seule la connaissance de l'importance de ces valeurs peut permettre à l'homme d'utiliser les possibilités immenses que lui offre la science de telle sorte qu'il puisse véritablement faire progresser l'être humain“.¹⁹ Selon l'éthique chrétienne, cet objectif vise à se mettre au service de la gloire de Dieu pour la promotion de son royaume de justice, d'amour et de paix, et la réalisation de son plan créateur pour le monde. Et même si pour les non-Chrétiens les réalités de la gloire et du royaume de Dieu ne peuvent être que partiellement utiles, ou même pas du tout, ces individus pourront accepter la réalisation de ces idéaux dans le cadre du développement de l'œuvre de création. Bien entendu, les Chrétiens devront savoir que, dans le processus de réalisation de cet objectif, ils auront besoin de la lumière de l'Esprit Saint, qui seul connaît le plan directeur de cette œuvre.

En lien avec ce monde, la gloire de Dieu est le résultat de la réalisation progressive de son plan historique. Les hommes peuvent „légitimement considérer qu'à travers leur travail ils réalisent l'œuvre du Créateur, et contribuent grâce à leur talent personnel à la réalisation historique du plan divin.“(GS 34; ch aussi 57 et 67). Afin de réaliser cet objectif, l'homme doit rassembler les potentialités de la terre, à travers son travail qui vise à développer tant la nature que lui-même, et à promouvoir la coopération et la socialisation complète dans les domaines civique, économique et politique.²⁰

Cette vie est digne d'un être humain car elle lui permet de contribuer à la réalisation de ses objectifs au mieux de ses possibilités. L'activité économique ne doit pas perdre ces objectifs de vue.

Il est vrai que les individus auront de temps à autres des opinions contraires quant à ce qui peut le mieux servir les objectifs ci-mentionnés, qu'il s'agisse du bien commun, des finalités existentielles, ou du royaume de Dieu et de son plan créateur. „La procédure, du principe à la stratégie, est complexe et difficile“. Les valeurs morales doivent avoir une action réciproque tant avec les données empiriques, qu'avec les réalités historiques, sociales et politiques, tout en considérant les requêtes rivales qui se disputent des ressources limitées“.²¹ La justesse des jugements sur les questions d'ordre économique dépend donc non seulement de la force morale des principes de base, mais aussi de l'exactitude des informations dont dispose un individu. D'autre part, dans le domaine de l'évaluation des données, diverses interprétations sont possibles.

Malgré tout, les principes moraux demeurent essentiels aux décisions économiques et aux stratégies d'action. Les objectifs posés par la théologie morale avec détails et précisions donnent une orientation claire, suffisamment précise pour permettre un jugement raisonné et motivé.

¹⁹ Exhortation Apostolique, „Familiaris Consortio“ (1981), no.8.

²⁰ Pour une description détaillée de l'objectif ultime et ses conséquences, voir Karl H. Peschke, *Christian Ethics*, Vol. 1 (Alcester and Dublin: C. Goodliffe Neale, 1989), 87-99.

²¹ *Economie Justice for All*. l.c. No 134.

II. THEORIES ET SYSTEMES ECONOMIQUES A LA LUMIERE DE LA FOI CHRETIENNE

La question relative au meilleur système économique est très débattue. Elle est d'actualité particulièrement dans les pays en développement du Tiers-Monde. Cette région subit encore l'influence des concepts rivaux du capitalisme et du socialisme ou encore - un terme que les experts préfèrent parfois - l'économie de marché contre l'économie planifiée.

Ces deux systèmes opposés n'existent pratiquement pas dans leur forme pure, parfaite. Dans la vie de tous les jours, le capitalisme libéral a très tôt subi des modifications pour tenir compte du contrepois des institutions sociales et politiques; le socialisme marxiste, quant à lui, a subi progressivement et de façon accentuée, l'influence des politiques du marché d'économie libérale. Ceci semble déjà indiquer que les deux systèmes sous leur forme abstraite et théorique, sont sujets à des limites et montrent leurs insuffisances.

On a imaginé toute une série de systèmes intermédiaires entre ces deux extrêmes. Dans le cadre de cette étude, nous allons prêter une attention particulière à deux systèmes intermédiaires: l'économie sociale de marché et le socialisme démocratique.

Les Évêques Américains affirment que „L'Église n'est proche d'aucun système économique particulier, qu'il soit politique ou social; elle s'est accommodée de diverses formes d'organisation sociale et économique et continuera à le faire,²² L'Église tolère les formes d'économie politique les plus variées. Il ne lui revient pas de prescrire concrètement celle qu'un pays doit adopter. Cependant, le fait que l'Église ait vécu sous différents systèmes économiques ne veut pas dire qu'elle les accepte tous de façon égale. Dans la mesure où elle n'a aucun pouvoir dans le choix du système, elle est souvent obligée de subir des formes d'organisation économique et sociale qu'elle désapprouve, eu égard à ses préceptes sociaux. En fait, selon l'Église Catholique, tous les systèmes ne sont pas égaux sur le plan moral, et elle rejette les deux systèmes opposés (QA 10; pp 26; 33; SRS 21)²³

La quête d'un bon système économique doit allier la théorie à la pratique. Ce qui paraît idéal en théorie, peut s'avérer impraticable dans la réalité. Lorsqu'ils s'intéressent aux questions socio-économiques, les responsables religieux et les théologiens doivent éviter de s'exposer aux critiques qui leur reprochent de ne pas connaître les concepts les plus élémentaires de la pensée et des faits économiques. La compétence de l'Église n'est pas de décider si telle ou telle stratégie économique est réalisable ou pas, mais bien de savoir si ces stratégies sont compatibles avec les valeurs morales et les objectifs de l'humanité. C'est à cette tâche que l'Église et les prêtres doivent se consacrer en priorité.

1. Le capitalisme libéral

Pour beaucoup de gens, le capitalisme est le système économique de l'ordre ancien et de la bourgeoisie qui exploite, cherchant à maintenir le statu quo en faveur des classes supérieures. Dans ce cadre, il convient de noter que le livre d'Adam Smith, „The Wealth of Nations“ (La richesse des nations) (1776)²⁴, un des premiers classiques de la théorie capitaliste, est en fait

²² Economie Justice for All, I.c., No 130.

²³ Bien que l'Église ne présente pas de modèles économiques concrets, qui dépendent toujours des circonstances historiques, elle „offre son enseignement social comme orientation indispensable et idéale, un enseignement qui ... reconnaît le caractère positif du marché et de l'entreprise, mais qui indique bien en même temps que ceux-ci doivent être orientés vers le bien commun“ (CA 43).

²⁴ An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations (Grands Livres sur le Monde Occidental, Vol. 39) Londres: Encyclopedia Britannica, 1952.

un pamphlet rédigé contre l'ordre en place, l'ordre tyrannique. Son rival était le système mercantile, la théorie économique de l'absolutisme.

L'idée essentielle à l'origine du mercantilisme est la présomption que la richesse dont disposent les nations du monde est à la fois statique et limitée; cette richesse est composée d'argent et de métaux précieux. Ainsi donc, plus une nation parvient à accumuler de l'argent pour elle-même, moins il en restera pour les autres. Dans cette hypothèse, que l'on a appelé „la théorie de la somme zéro“, un pays ne peut s'enrichir que s'il parvient à retirer de la richesse aux autres. D'autre part, dans la mesure où la richesse implique davantage de pouvoir, il était de l'intérêt des pays absolutistes d'en accumuler le plus possible. Ainsi donc, l'objectif de la politique de commerce extérieur était, dans la mesure du possible, d'accroître les exportations, qui rapportent de la richesse, et de limiter les importations, qui font dépenser de l'argent. Afin de garantir ce résultat, l'État est intervenu dans le commerce en imposant une multitude de contrôles et de restrictions.

Contre cette réglementation étatique excessive, Adam Smith et ses disciples exigèrent la libéralisation totale du commerce. Le but de l'activité économique ne devrait pas être de protéger l'intérêt de l'État, mais plutôt de satisfaire les besoins du citoyen. Ce sont les citoyens eux-mêmes qui savent ce qui est bon et utile pour eux. Et pour l'obtenir, ils n'ont guère besoin de l'intervention des souverains. Et si tout le monde cherchait à protéger ses intérêts, tout le monde en profiterait. Car si un menuisier souhaite recevoir des commandes, il doit faire en sorte de fabriquer de bons meubles à un prix raisonnable. Bien qu'il sera motivé par le désir de réaliser un profit et de défendre ses propres intérêts, il devra se soumettre aux souhaits de ses clients s'il veut réussir²⁵ En conséquence, le secret du progrès économique et de la prospérité est dans la liberté d'entreprise et la défense raisonnée de ses intérêts. La libre entreprise, la libre concurrence, la liberté du commerce sont les mots clé du capitalisme libéral. C'est la loi de l'offre et de la demande qui devrait régler le processus économique dans son ensemble.

En outre, la „théorie de la somme zéro“ du mercantilisme est perçue comme une totale absurdité. L'argent en tant que tel ne satisfait aucun désir. Sa valeur consiste dans le fait qu'elle constitue pour les hommes, un moyen d'obtenir les biens dont ils ont besoin : en dehors de la nourriture, les vêtements, la terre, les habitations, les meubles, les voitures, etc. Ces biens aussi représentent de la richesse. Cependant, si une personne ne dépense pas son argent pour ces biens, mais en épargne une partie afin de construire un atelier ou une usine, cet argent servira à créer de la richesse. L'argent investi de la sorte s'appelle capital. „Le fait d'identifier le capital comme un ingrédient de la production marque l'originalité intellectuelle du capitalisme... On distingue le capital de la richesse, en ceci qu'il constitue la partie de la richesse que l'on a retirée de la consommation et investie dans la production“.²⁶ De cette façon, l'abstinence (non-consommation) donne naissance au capital qui de son côté crée de la richesse. „La nouvelle richesse peut être créée à partir de la richesse existante, à condition que celle-ci soit épargnée et investie, plutôt que simplement dispersée“.²⁷ Ainsi donc, il n'est pas correct qu'un individu ou une nation devienne riche seulement aux dépens des autres. Il a la possibilité de

²⁵ Tout individu a constamment besoin de l'aide et des services des autres. Plutôt que de faire appel à la générosité de son prochain, la meilleure façon d'obtenir que l'on vous rende ces services est d'offrir une bonne rémunération et donc d'éveiller l'intérêt des gens. „On ne doit pas s'attendre à ce que le boucher, le brasseur ou le boulanger nous offrent gratuitement un bon dîner; ce sera plutôt par intérêt. Nolis faisons appel non pas à leur altruisme, mais au fait qu'ils s'aiment eux-mêmes d'abord. De même, ne leur parlons jamais de nos besoins, mais des avantages qu'ils trouveront. Seul un mendiant peut choisir de dépendre principalement de la générosité de ses concitoyens“. (A. Smith, l.c., livre J, ch. II, p.7)

²⁶ M. Novak, *Freedom with Justice*. Catholic Social Thought and Liberal Institutions (San Francisco: Harper & Row, 1984),90; voir le passage entier, fort instructif des pages 87 à 96

²⁷ *Ib.*

créer sa propre richesse en épargnant et en investissant cette épargne comme capital dans des entreprises productives.

En fait, la promesse faite par le capitalisme d'une richesse toujours plus grande pour les nations, n'était pas vide de sens. Les pays qui sont les plus actifs dans le système capitaliste sont aussi les plus développés. Ils ont profité d'une extraordinaire explosion de créativité au cours des deux-cent dernières années. „Pratiquement toutes les innovations et inventions qu'a produites cette explosion historique de créativité proviennent de pays capitalistes et démocratiques.“²⁸ Malgré le fait que le niveau de vie des masses demeurait bas, il s'est presque toujours régulièrement élevé.²⁹ Les grandes politiques sociales des pays industrialisés au cours de la période suivante ont été rendues possibles grâce au progrès économique dû à l'économie de marché.

Ceci étant, si l'on examine de près le système capitaliste d'une part, et d'autre part les sociétés industrielles du monde „capitaliste“, on s'aperçoit que les principes capitalistes ne sont appliqués dans leur forme pure dans aucune de ces sociétés. La législation de ces pays renferme de nombreuses mesures sociales qui ne proviennent pas du système capitaliste, mais plutôt de sources diverses et altruistes. Les principes du système capitaliste sont en eux-mêmes individualistes et impersonnels.³⁰ Lorsqu'ils ne s'accompagnent pas de mesures sociales, ou de règles de conduite éthique, ces principes donnent libre court à des pratiques commerciales égoïstes à l'indifférence vis-à-vis de la personne humaine et à l'exploitation. C'est pourquoi les critiques contre ce système ont toujours été ouvertement exprimées. Lorsqu'il n'existe qu'un embryon de lois pour la protection des faibles, ceux-ci sont exposés à des excès de toutes sortes et à l'exploitation.

„Ceci ne remet pas en cause le fait que tant l'intérêt personnel que la concurrence sont des facteurs dynamiques“.³¹ Il revient au capitalisme libéral d'avoir reconnu l'importance créatrice fondamentale de la liberté d'entreprise et de commerce dans le développement créatif de l'économie. Il ne faut pas que cet acquis soit perdu. D'autre part, le fait d'encourager l'habitude „de se retenir de consommer et de l'accumulation avare, afin d'investir dans des entreprises créatrices“ est aussi un progrès dû au capitalisme.³²

Cependant, l'erreur, la plus grave du libéralisme est d'avoir exigé avec insistance des libertés trop étendues et d'avoir cru que les seules lois de l'offre et de la demande pourraient garantir un bon développement de l'économie, Il est clair que cette erreur conduira au rejet des normes morales c'est-à-dire des normes qui revendiquent un objectif plus élevé pour l'économie que

²⁸ lb. 161.

²⁹ La créativité d'une économie libre démocratique a beaucoup contribué à améliorer les conditions d'existence des hommes. On déplore le fait que comme l'estiment certains experts, „800 millions de personnes sur terre vivent dans une famine révoltante. Cependant il y a seulement 200 ans l'ensemble de la population de la terre qui vivait dans des conditions que l'on pourrait décrire en gros comme „solitaires, pauvres, brutales“ comptait aussi 800 millions d'individus. C'est l'extraordinaire créativité du monde moderne qui a permis à la population de se développer pour atteindre le chiffre de 4 milliards 600 millions, dont 3 milliards 600 millions sont sortis de l'état d'abjecte pauvreté“ (M. Novak l.c. 164)

³⁰ 30 La théorie classique est caractérisée par un vocabulaire technique et abstrait relatif au travail, à la terre et au capital, à l'offre et à la demande, au pouvoir d'achat, la consommation et le marché. „On n'accorde pas d'importance à l'acteur, ses attentes et ses désirs. Cette pensée économique anonyme s'est poursuivie dans la conception néo-classique de l'économie“ (Edgar Nawroth, „Wirtschaftliche Sachgesetzlichkeit- und Wirtschaftsethik. Grundprinzipien einer sozialen Marktwirtschaft in wirtschaftliche Sachgesetzlichkeit und Wirtschaftsethik.“ Gespräch katholischer Unternehmer am 7. März 1987, édition Bistum Essen. Dezernat für pastorale Dienste, Essen, 1987, 14). Ici l'objectif de l'économie est la productivité maximale (ib. 14f).

³¹ J. Card. Höffner, *Economie Systems and Economie Ethics*, l.c. 10.

³² M. Novak, *Freedom with Justice*, l.c. 10.

le seul profit, .qui constitue un obstacle à la liberté économique.³³ En fin de compte, les sociétés se volent obligées de promulguer encore davantage de lois sociales pour protéger, contrôler et limiter la liberté économique. Cette législation n'est après tout que le résultat des exigences d'objectifs plus élevés. En dernière analyse, ils reflètent les revendications de la loi morale, en tout cas en grande partie. Mais dans la mesure où cette législation demeure étrangère à l'esprit capitaliste, les caractéristiques individualistes et impersonnelles de ce dernier tendront à dominer l'espace de liberté que ne couvre pas la loi.

Sur la base des principes capitalistes, le travail n'est plus qu'une marchandise louée et payé selon les lois de la concurrence et du profit, même s'il est limité par la législation sociale de l'État. Le caractère impersonnel des conditions d'emploi affaiblit les liens de loyauté et encourage plutôt la lutte des classes.

En outre, le capitalisme mène à une concentration de richesses entre les mains de peu d'individus, peut-être 5% de la population. Et plus on est riche, plus on est puissant. Ceci n'est pas nécessairement mauvais en soi. Il y a aussi concentration de pouvoir entre les mains d'autres individus. Ce qui par contre est très grave est que l'utilisation du pouvoir peut ne pas correspondre aux exigences du bien commun et de l'ordre moral, et ne pas être limité par des lois justes appliquées de façon impartiale (c'est-à-dire par des tribunaux).³⁴ La doctrine sociale catholique préfère en tout cas et encourage des politiques qui permettent de contrôler cette tendance et qui favorisent une distribution plus large de la richesse.

Selon l'Église, le capitalisme libéral n'offre pas la bonne réponse aux besoins économiques et sociaux de la société. L'Église ne recherche pas d'aide de la part du libéralisme, qui a „déjà démontré sa totale incompetence à trouver une solution adéquate à la question sociale“ (QA 10). Cette affirmation de Pie XI correspond aussi à l'opinion de l'Église aujourd'hui (cf. MM 57f; PP 26; 33; OA 26; 35). Selon Jean Paul II, dès que la priorité de l'individu et du travail sur le capital est inversée, alors le système, quel que soit le nom qu'on lui donne, doit être qualifié de capitaliste et donc rejeté (LE 13). Ce verdict se vérifie pour le capitalisme libéral, bien que la formule choisie par le Pape permet clairement une interprétation plus large, couvrant aussi le capitalisme d'Etat, dont on parlera plus loin.

2. Le Socialisme Marxiste

Au milieu du 19^e siècle, le socialisme est apparu comme une réaction à la misère et à la dégradation endurée par de nombreux travailleurs et leurs familles au début de l'ère industrielle, et comme moyen de protestation contre le système capitaliste, considéré comme la cause de leur condition. Cette protestation s'est surtout exprimée à travers les écrits de Karl Marx,³⁵ qui s'est senti interpellé par les conditions de travail misérables des ouvriers et a voulu les défendre. Ses idées ont dominé la théorie et le développement du socialisme.

Marx condamne le capitalisme qui, selon lui, prive le travailleur d'une juste rémunération. Comme le travailleur ne dispose d'aucune ressource il est contraint de vendre sa force de travail au capitaliste comme une marchandise. La vente et l'achat obéissent à la loi de l'offre et de la demande, où le capitaliste essaye toujours d'acheter le travail au plus bas prix. En

³³ Dans la pensée d'Adam Smith, le marché et l'éthique sont perçus comme incompatibles car les actes moraux spontanés entrent en conflit avec les règles de l'économie et conduiraient simplement à exclure l'entrepreneur moralisateur du marché“. (Joseph Card. Ratzinger, „On the Dialogue between the Church and the Economy“, in Church and Economy. Common Responsibility for the Future of the World Economy, ed. by J. Thesing. Mainz: v. Hase Koeler, 1987,22).

³⁴ Voir les excellentes notes de H. Sautter sur les limites du capitalisme dans *Armut und Richtung auf Weltebene und die Grenzen politischer Lösungsversuche* (Wuppertal: Brockhaus, 1983), 63-73.

³⁵ Les plus connues de ses œuvres sont : le Manifeste Communiste (1848) et le Capital (1867-94).

conséquence, le travailleur se trouve réduit de façon permanente à un état d'indigence et de misère.

Selon le socialisme marxiste, le remède consiste en l'abolition de la propriété privée, surtout la propriété des moyens de production, et la propriété foncière, les structures de commercialisation, les moyens de transport et la plupart des autres biens,³⁶ Ceux-ci sont transférés entre les mains de l'Etat, qui les administre, gère l'économie et devient le seul employeur. Une administration centrale conçoit un programme économique qui détermine les objectifs à atteindre, les priorités à fixer, les procédures à suivre et la distribution du produit national. Après une période de transition, marquée par la dictature révolutionnaire du prolétariat, émergera une société sans classes, socialiste, où tout le monde pourra aspirer de façon égale à la prospérité.

Un corollaire naturel de cette théorie est la doctrine de la lutte des classes. Les deux classes, celle du propriétaire capitaliste, et celle des travailleurs qui ne possèdent rien, sont résolument et totalement opposées. Les premiers ne sont bien entendu pas prêts à renoncer volontairement à leurs privilèges. Cependant, par le fait d'une nécessité intrinsèque, la lutte mène à l'élimination des quelques capitalistes et à la nationalisation de toute propriété.

Selon Marx, le cadre philosophique de la théorie est le déterminisme athée. En fait, tous les États communistes qui ont adopté le socialisme marxiste étaient également athées, tout comme l'essentiel des partis communistes. Les chercheurs ne s'accordent pas sur la question de savoir si l'athéisme est intrinsèque au système. Il est vrai que le socialisme marxiste met d'immenses pouvoirs entre les mains d'une autorité centrale. Dans sa volonté de traduire ses buts politiques et économiques en réalité vraiment efficace, ce pouvoir n'accepte pas la contradiction. Les Etats communistes ont une forte propension à être totalitaires. Dans la *mesure* où il en est ainsi, leurs prétentions sont incompatibles avec toute idée de foi en Dieu ou de religion quelle qu'elle soit. Ainsi donc, soit l'autorité de l'Etat est également la plus haute autorité religieuse (comme dans l'empire Inca), soit l'existence de Dieu est niée. En tout cas, cette négation apparaît tout à fait conforme à la réalisation des objectifs de l'Etat marxiste.

Le système du socialisme marxiste en vigueur dans les États communistes a reçu un coup grave, sinon fatal, sous la „Perestroïka“ du Président Gorbatchev et après la faillite du pouvoir communiste dans tous les pays de l'Europe de l'Est dès la fin de 1989. Le marxisme a été rejeté tant pour ses échecs économiques évidents que pour son pouvoir oppressif, totalitaire. Ceci cependant ne signifie pas la liquidation de toute forme de socialisme; en fait, les anciens partis communistes continuent d'exister à travers des groupements socialistes dont les programmes sont réformés et moins radicaux.

Les théories socialistes fascinent et continuent, dans une moindre mesure, de fasciner, surtout parmi les groupes les plus pauvres de la population et des pays les moins développés ainsi que

³⁶ Selon Marx, le processus du transfert de la propriété privée à la propriété coopérative est une nécessité irréversible. Dans le cours de la rivalité entre les divers propriétaires, les plus faibles seront toujours éliminés. En fin de compte, seuls quelques capitalistes resteront et contrôleront tout, mais - à cause de la pauvreté du peuple - ils ne parviendront même pas à vendre leur production. C'est là que se produira la chute inévitable du système capitaliste. Dans un ultime mouvement de révolte, l'ensemble du prolétariat transformera les biens des quelques capitalistes restants en biens publics, et créeront un ordre plus juste où tout le monde recevra selon ses talents et ses besoins.

Cependant, ces idées comme d'autres qu'a conçues Marx ne sont dans une large mesure que des spéculations théorétiques: les événements ne se sont pas déroulés comme prévu. „Selon l'analyse marxiste, le saut historique du capitalisme au socialisme devait se produire d'abord dans les pays les plus industrialisés, l'Angleterre, les USA, et l'Allemagne. En fait, le marxisme s'est emparé du pouvoir dans les pays agricoles comme la Russie, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Chine, etc.: en outre, ce n'est pas la dialectique qui a provoqué le changement, mais le pouvoir des armes“ (J. Card. Höffner, *Economic Systems and Economic Ethics*, l.c. 34).

parmi les intellectuels. „Les réformateurs sociaux ont en général une préférence pour les économies centralisées lorsqu’ils étudient les systèmes économiques“³⁷ Il ne fait pas de doute que l’intérêt des socialistes pour une classe travailleuse exploitée et pour l’avènement d’une justice sociale plus grande est un idéal qui suscite de la sympathie chez les esprits généreux, alors qu’au contraire les principes capitalistes paraissent individualistes et égoïstes. L’intérêt porté aux personnes désavantagées et moins privilégiées est une caractéristique du socialisme qui doit faire partie de tout projet pour un système économique juste. D’autre part, une économie gérée par un centre peut permettre une unité d’action plus grande et une direction plus claire et plus ferme vers les buts qui ont été identifiés comme importants.

D’autre part, „le caractère compacte du système socialiste contraste étrangement avec son inefficacité dans le domaine socio-économique. Partout dans le monde, les travailleurs et employés se portent mieux dans un système capitaliste que dans un système socialiste, non seulement sur le plan économique, mais aussi pour ce qui est de l’abolition des barrières sociales, l’auto et la codétermination, les libertés individuelles et sociales“³⁸ En fin de compte, le résultat pratique de l’idéologie marxiste est, d’une part, la concentration du pouvoir entre les mains d’un État tout puissant et, d’autre part, des masses dont l’accès non seulement à la propriété, mais aussi à d’autres droits essentiels est restreint sinon inexistant. La coercition structurelle qui existe dans le socialisme marxiste est évidente.

Le défaut le plus grave du socialisme marxiste, inhérent au système et donc inévitable, „est la renonciation dans de nombreux domaines à la prise *d’initiative*, remplacée par une soumission complète, forcée si besoin est, aux ordres venus d’en haut; dans ce cadre l’expression „économie coercitive ou d’injonction“ est au moins aussi appropriée que „économie administrée centralement“ commune dans le vocabulaire technique.“³⁹ La liberté d’entreprendre des activités créatrices, l’une des grandes réussites du capitalisme sur l’économie absolutiste d’État, est ici totalement absente. Le prix à payer est élevé : passivité des employés et manque d’intérêt dans leur travail, mauvaise utilisation des ressources, mauvais entretien des machines et outils, faible créativité, erreurs fréquentes de planification qui se traduisent par des ruptures ou des excès de stocks, et en général un développement lent de l’économie.⁴⁰

Il a été dit que „l’homme est trop mauvais pour le socialisme“⁴¹ Le socialisme implique des individus résolument altruistes, motivés par des idéaux de solidarité. Mais en fait, les individus sont corrompus par le péché, tant ils sont à la recherche avant tout de leur propre intérêt et avantage, ce qui décrit précisément le point de départ du capitalisme. Cependant, si on y regarde de près, le coupable n’est pas seulement, ni même principalement, la nature pécheresse de l’homme. Le coupable est au moins autant, sinon encore davantage le système socialiste. Les plans économiques conçus et imposés à tous d’en haut, sans égard pour le principe de subsidiarité, sont nécessairement incapables de répondre à tous les besoins individuels et sociaux des sujets. Ainsi donc, les citoyens n’y reconnaissent ni leurs propres intérêts, ni ceux de leurs concitoyens. En conséquence, ils coopèrent difficilement ou pas du tout.

Un autre défaut important du socialisme marxiste, qui provient de l’interdiction généralisée de toute propriété privée et le transfert de toute propriété d’importance au domaine public, est la concentration presque totale du pouvoir entre les mains de l’État avec toutes les menaces graves pour les libertés civiles qui en découlent. L’État devient l’employeur principal sinon

³⁷ J. Card. Höffner, *Economie Systems and Economie Ethics*, l.c.35

³⁸ Wilhelm F. Kasch, „Gibt es eine christliche Option für ein Wirtschaftssystem?“, in *Kann der Christ Marxist sein? Muß er Kapitalist sein?* édité par A.F. Utz (Bonn: Scientia Humana Institut, 1982),86.

³⁹ O. von Nell-Breuning, l.c. 170.

⁴⁰ Même dans les pays où la propriété privée est reconnue, les vérifications des bureaux nationaux d’audit révèlent régulièrement le gaspillage des ressources dans les secteurs non-privés, publics.

⁴¹ W. Lachmann, *Leben wir auf Kosten der Dritten Welt?* (Wuppertal: R. Brockhaus, 1986), 102.

l'unique employeur, avec le pouvoir de démettre ou de renvoyer quiconque créerait une opposition ou tomberait dans la disgrâce. Donc l'un des objectifs les plus importants qui caractérise le socialisme est tué dans l'œuf: la fin de l'exploitation de l'homme, surtout les travailleurs, par l'homme. Selon Jean-Paul II, le facteur décisif qui a engendré les bouleversements au sein du bloc communiste est précisément la violation des droits des travailleurs. „C'est la foule des travailleurs qui s'est retournée contre cette idéologie censée parler en leur nom“ (CA 23).

De même manière, la grande promesse d'une distribution égale des richesses demeure non tenue. Sa réalisation est rendue impossible par les privilèges que la classe dirigeante s'accorde tant à elle-même qu'à ses protégés. D'autre part, le système de stimulants qu'il faut nécessairement offrir pour obtenir un bon travail constitue un autre problème. Les pays socialistes disent que, bien que leur niveau de vie n'est pas très élevé, leurs sociétés ne renferment cependant pas de miséreux. Tout le monde y jouit du minimum pour vivre. Ceci peut être vrai dans une certaine mesure.⁴² Cependant, certaines observations semblent démontrer le contraire.⁴³ Il est en tout cas apparu clairement, ces derniers temps, à quel point les sociétés socialistes souffrent de toutes sortes de pénuries, y compris des pénuries de nourriture. Le système marxiste socialiste n'offre pas à un pays les meilleures possibilités pour sortir rapidement de son sous-développement.⁴⁴

En outre, la théorie de la lutte des classes n'est pas très réaliste. L'analyse marxiste la présente comme inévitable et créatrice. En conséquence, la violence est facile à justifier comme une étape nécessaire vers un monde meilleur et plus juste. Cela suppose que ceux qui possèdent le capital sont tous injustes et mauvais alors que les travailleurs sont tous justes et bons. La réalité est que parmi les patrons il y en a des mauvais comme il y en a des bons, et parmi les travailleurs, il y a les bons comme les mauvais. Une grave erreur de la théorie de la lutte des classes est de voir tout le mal de l'humanité dans la propriété privée et les propriétaires, et tout le bien dans ce qu'on a maladroitement défini comme son contraire. La lutte violente des classes n'engendre pas la justice, mais plutôt l'injustice; elle n'est pas créatrice, mais bien destructrice; elle ne construit pas, elle détruit. Elle produit une nouvelle oppression, plus terrible encore que la précédente: un capitalisme d'Etat qui opprime et la dictature des dirigeants du parti socialiste.

Enfin, tant pour le socialisme que pour le capitalisme, l'objectif ultime de l'activité économique est le bien-être matériel et le confort. Les deux théories ont un aspect matérialiste. Elles sont toutes deux utilitaires, bien que l'utilitarisme du capitalisme est davantage individualiste, alors que celui du socialisme est plutôt orienté vers le parti et le pays. Aucune de ces deux formes d'utilitarisme ne permet de répondre à la question du sens véritable de la vie (cf. CA 24); aucune de ces formes ne présente une moralité à un degré élevé.

Le magistère de l'Église a fréquemment et de façon non équivoque dénoncé le socialisme marxiste, et ce pour les raisons suivantes : premièrement, son caractère exclusivement matérialiste et l'athéisme qui l'accompagne (QA 112; 118f; MM 34; OA 26); deuxièmement, son rejet de la propriété privée, qui viole les droits de l'homme les plus importants et va à

⁴² Il ne faut cependant pas oublier que dans les pays communistes, les minorités rebelles ainsi que les activistes membres de groupements religieux étaient et sont toujours exposés à des répressions et persécutions; en bref, on crée ainsi de nouveaux marginaux.

⁴³ Le Premier Ministre de l'époque Li Xiannian, un des économistes les plus respectés de Chine, a admis que ... 100 millions de Chinois ne mangent pas à leur faim ... l'espace vital disponible en zone urbaine était plus réduit par tête d'habitant en 1980 qu'en 1949. (Reader's Digest, Nov. 1981, 45ff.). Sous un gouvernement communiste, un pays agricole comme la Pologne bénéficiait d'une aide alimentaire.

⁴⁴ Il ne faut pas oublier que le niveau de vie est plus bas dans les pays en développement à économie centralisée contrôlée par l'Etat.

l'encontre du bien commun (RN 7f; 22f; QA 112; CA 24); troisièmement, la fausse impression d'égalité et la suppression du droit à l'initiative économique sur la base de cette fausse impression (RN 26; 55; SRS 15); quatrièmement, la dialectique de la violence et de la lutte des classes (QA 112; OA 26; 34; CA 14); et cinquièmement, le dangereux concept d'un État doté de pouvoirs illimités (RN 21; OA 34; CA 13). Le Chrétien ne peut pas „adhérer à l'idéologie marxiste, à son matérialisme athée, à la dialectique de la violence et à la façon dont elle noie la liberté individuelle dans la collectivité“. Il serait illusoire et dangereux „d'accepter les éléments de l'analyse marxiste ... tout en oubliant que ce processus mène à une société violente et totalitaire“ (OA 26; 34).

3. L'économie sociale de marché

L'économie sociale de marché combine les forces créatrices d'un marché libre et les mesures protectrices de la législation sociale. Elle se fonde sur les deux piliers du marché libre et des mesures de contrôle, sans donner à l'un ou l'autre un rôle dominant. Elle ne repose ni complètement sur l'individu, ni entièrement sur l'Etat. Elle met plutôt les deux au service du bien-être global de l'homme de la société et de la communauté des nations, comme nous l'avons décrit plus haut dans la partie qui traite du véritable objectif de l'économie sociale. Bien que le concept d'économie sociale de marché soit né en Allemagne dans l'après guerre,⁴⁵ elle caractérise l'économie de plusieurs pays industrialisés. Le concept de capitalisme démocratique, qu'utilisent les auteurs nord-américains⁴⁶ désigne essentiellement la même réalité, bien que dans la terminologie et le contenu ils mettent davantage l'accent sur l'élément capitaliste de l'économie.

Dans le cadre d'une économie de marché, le commerce et l'industrie conçoivent leurs plans économiques sur une base indépendante. La propriété foncière, le logement et les moyens de production appartiennent à des propriétaires privés, qui peuvent donc en disposer librement. Tout individu a le droit d'entretenir un commerce et de créer une nouvelle entreprise. La liberté et la créativité individuelles sont largement autorisées. L'offre et la demande sont déterminées par la libre concurrence. L'affirmation de la théorie capitaliste selon laquelle la liberté d'entreprise, de concurrence et de commerce jouent un rôle positif dans l'économie est reconnue comme valide. Dans les circonstances normales, la concurrence sur le marché permet de stimuler le progrès économique et de protéger les consommateurs contre les prix excessifs et l'exploitation. Ceux qui rivalisent les uns avec les autres ont moins „l'occasion de vendre leurs produits à des prix usuraires que les commerçants qui jouissent d'un monopole sur ces produits. S'ils osaient vraiment exiger des prix excessifs, le public se précipiterait chez leurs concurrents, où le prix de vente est moins élevé. En d'autres termes, les commerçants ne peuvent pas fixer les prix à un niveau aussi élevé qu'ils le souhaiteraient“.⁴⁷

On peut se demander dans quelle mesure l'économie sociale de marché n'est après tout qu'une forme modifiée, domestiquée, du capitalisme, comme l'implique d'une certaine manière le concept de capitalisme démocratique. Il y a cependant une différence essentielle par rapport au capitalisme libéral en ceci que l'économie sociale de marché subordonne le capital et la propriété à des objectifs supérieurs, qui vont au-delà du simple profit, et servent le bien-être complet (matériel, culturel, politique et religieux) de tous et - surtout dans le contexte de

⁴⁵ Ce concept a été inventé par Müller-Armack, un des pères de l'économie sociale de marché en Allemagne de l'Ouest. On a résumé en 5 points la clé du succès de l'économie de marché: (1) Une concurrence équitable garantie par la loi. (2) Diffusion plutôt que concentration du pouvoir. (3) Partenariat social plutôt que lutte des classes. (4) Liberté et justice par le biais du principe de subsidiarité, principe de base d'une société fondée sur la solidarité. (5) Large distribution de la propriété grâce à la constitution de capitaux entre les mains des travailleurs.

⁴⁶ Cf. M. Novak, *The spirit of Democratic Capitalism* (New York: Simon & Schuster, 1982).

⁴⁷ J. Cardo Höffner, *Economie Systems and Economie Ethics*, l.c. 8f.

la religion, surtout de la foi Chrétienne - la gloire de Dieu et la réalisation de sa création. Si l'on considère ce point de vue, alors, même les salaires élevés et l'accumulation importante de capital ne sont pas répréhensibles dans la mesure où ils servent la réalisation de ces buts. „Ainsi leur utilisation en tant qu'investissement peut justifier le paiement même de rémunérations importantes d'un titre de propriété“.⁴⁸ L'accumulation du capital se justifie en fin de compte par rapport aux objectifs qu'elle est censée servir.

Au vu des revendications émanant des sommets, l'économie sociale de marché ne prône pas, contrairement au capitalisme libéral, une liberté totale de la concurrence et de l'entreprise économique. La législation gouvernementale doit éliminer la concurrence déloyale. Cette législation doit imposer les règles de base sans lesquelles on ne pourrait tenter un jeu honnête. La loi de l'offre et de la demande ne peut pas seule garantir un ordre économique juste. Les salaires et les conditions de travail doivent faire l'objet de négociations séparées entre les syndicats de travailleurs et les associations d'employeurs; leurs niveaux minimums doivent être garantis par une législation sociale. Il faut empêcher que les marchés ne soient dominés par des monopoles, des monopoles partiels, des oligopoles, des cartels et autres marchés et privilèges. Les monopoles que l'on ne peut éviter doivent être placés sous le contrôle de l'autorité publique. En outre, seule une partie des biens et services pour lesquels il existe une demande doivent être disponibles sur le marché. L'aide de la communauté est nécessaire pour satisfaire un certain nombre de besoins collectifs qui „comprennent à la fois des biens pour les défavorisés et les acteurs passifs du marché, la compatibilité de la production avec l'environnement et une certaine proportion d'aide au développement qui soit en rapport avec le bien-être du monde.“⁴⁹ L'adjectif „sociale“ n'est pas vide de sens ici; il exprime une partie essentielle de ce système et une obligation fondamentale.

L'exigence de mesures sociales pour les désavantagés, c'est-à-dire les sans emploi qui vivent seuls avec des enfants à charge, incapables de travailler parce qu'ils sont handicapés, malades ou âgés, retient l'attention du socialisme marxiste qui cherche à garantir de bonnes conditions de vie pour tous. Cependant en opposition à la tendance des sociétés socialistes au centralisme, l'économie sociale de marché tend à ce que, autant que possible, l'aide aux défavorisés soit décentralisée grâce à l'intervention d'institutions sociales telles que les paroisses, les confréries, les organisations de charité, les associations de quartier, et autres associations volontaires.

D'autre part, dans l'économie sociale de marché, l'activité économique se distingue du système politique, c'est-à-dire que la planification économique n'est pas du ressort de l'État, du moins pas essentiellement. La planification économique demeure la compétence essentiellement des entrepreneurs privés. Ce n'est que de façon subsidiaire que l'on doit faire appel à l'État pour éviter de graves distorsions et injustices dans le processus économique et garantir l'aboutissement des objectifs principaux de l'économie.

Comparée à un système centralisé et bureaucratique, l'économie sociale de marché présente plusieurs avantages. Elle ouvre des espaces de libertés pour tous les participants au processus économique. D'autre part, elle bénéficie à la population dans son ensemble dans les domaines de la consommation, l'épargne, l'accession à la propriété, la liberté de choix quant à la vocation et au lieu de travail. Elle démontre une efficacité plus grande dans l'utilisation des moyens de production, une capacité plus grande à s'adapter au changement social et une capacité d'innovation plus profonde. D'une manière générale, l'économie de marché est mieux

⁴⁸ O. von Nell-Breuning, l.c. 211

⁴⁹ L. Roos, ed. • Church and Economy in Dialogue. A Symposium in Rome. Ordo Socialis No. 2. avec des articles de Agostino Card. Casaroli, Joseph Card. Höffner, Joseph Card. Ratzinger, le Pape Jean Paul II (Cologne. 1990'). 15.

équipée pour résoudre les problèmes. Cette économie offre de bonnes chances aux unités économiques de dimensions moyennes de se développer, se renforcer et produire de façon rationnelle; en outre ces unités sont faciles à contrôler. Une classe moyenne solide est le constitutif un des piliers de la force économique. L'économie sociale de marché et l'entrepreneuriat de la classe moyenne constituent les deux faces d'un même ensemble.

Après ce que l'on vient d'expliquer, on peut dire qu'il existe une convergence d'objectifs entre l'économie sociale de marché et la doctrine Sociale catholique. „Pour les défenseurs de la doctrine sociale de l'Église catholique, l'économie de marché constitue le meilleur type de système économique.⁵⁰ Plus que ou autre système, l'économie sociale de marché utilise les principes de l'enseignement social catholique.

Les pays en développement disent souvent que l'économie sociale de marché est très peu satisfaisante sur le plan international. Il y a cependant à la fois des avantages et des inconvénients pour les tenants d'opinions contraires vis-à-vis de ce système. Les pays industrialisés pour leur part se sentent menacés par une politique de libre échange à l'échelle planétaire, car elle ouvre leurs marchés à des produits moins coûteux en provenance des pays soi-disant à bas salaires. Il faut que les deux parties fassent un effort pour s'adapter. Cependant, seule l'économie de marché peut apporter une solution aux problèmes économiques internationaux, bien que cela nécessite la prise de certaines mesures communes. Une économie dirigée n'offre pas cette possibilité.

4. Le socialisme démocratique

Le socialisme démocratique est apparenté à l'économie sociale de marché, tout en étant proche de la pensée marxiste. Comme le premier, il défend un marché libre fondé sur la propriété privée. Cependant, à cause de l'influence marxiste, il soutient l'intervention de l'État dans l'économie davantage que le feraient les défenseurs de l'économie sociale de marché; il tend d'autre part à donner à l'État un pouvoir de décision prépondérant sur les questions d'ordre économique. En accord avec ces caractéristiques, le socialisme démocratique favorise dans certains pays la nationalisation de secteurs importants comme les mines, l'industrie et les services publics. D'autre part, ce courant de pensée tend à une approximation générale des revenus par le biais, d'une part, d'impôts progressifs sur le revenu, la propriété et les contributions sociales, et d'autre part de subventions au revenu, des allocations et aides sociales. Il est évident qu'une telle politique réduit la possibilité d'accumulation du capital; malheureusement, elle réduit en même temps les stimulants à l'activité économique. Les entrepreneurs ne sont pas encouragés à créer. Tout comme le marxisme, le socialisme démontre une certaine réserve face à la religion et est davantage ouvert à la culture, la moralité et l'éducation.

En tant que théorie économique, le socialisme a largement échoué dans les pays industrialisés, alors qu'il est demeuré attirant pour le Tiers Monde (il offre même une alternative au communisme à tendance marxiste dans les pays à revenus intermédiaires). La tentative de la Tanzanie de créer un modèle de socialisme africain est très connue. Malgré les sommes importantes d'aide allouées au développement, domaine où la Suède s'est particulièrement distinguée, la tentative a échoué. La cause en est, entre autres, que „les agriculteurs étaient prêts à profiter des services sociaux du gouvernement (écoles, services de santé, eau potable, etc.), mais n'ont

⁵⁰ J. Card. Höffner. *Economie Systems and Economie Ethics*, l.c. 24. Jean-Paul II a aussi exprimé son approbation de „l'économie de marché“ (CA42). Theodor Herr voit essentiellement les similarités suivantes entre l'économie sociale de marché et la doctrine sociale catholique. Toutes deux défendent la liberté des hommes et tendent à leur donner autant que possible, plus d'autonomie, de responsabilité et de créativité au sein du processus économique. Toutes deux attribuent un rôle essentiellement positif au principe d'efficacité et à la concurrence dans le processus économique. Les deux doctrines suggèrent des mesures qui favorisent la propriété privée ainsi que l'entreprise privée. Ils soutiennent les principes de subsidiarité et du bien public et insistent sur la responsabilité sociale (Katholische Soziallehre. Eine Einführung. Paderborn: Bonifatius, 1987. 140-2).

pas fait en sorte de mériter ces services par une production plus élevée, comme on l'attendait".⁵¹ D'autre part, des pays comme la Corée du Sud, Taiwan et Singapour, qui ont volontairement opté pour un système d'économie de marché, ont atteint un niveau de vie fort élevé et réalisé d'importants progrès sur le plan économique.

Les solutions socialistes aux questions économiques sont aussi intéressantes pour la théologie de la libération qui se rapproche parfois du socialisme marxiste en se fondant sur l'analyse marxiste et en appelant à la lutte des classes, et parfois du socialisme démocratique.⁵² Le point de départ est toujours celui des inégalités profondes dans la répartition des richesses dans les pays en développement, et la grande pauvreté du peuple. Pour remédier à cette situation, on préconise une répartition plus équitable des richesses existantes. Cependant, „on ne saurait combattre la terrible pauvreté qui règne dans ces pays uniquement grâce à la redistribution qui, dans le meilleur des cas, ne serait qu'une goutte d'eau dans la mer... l'instauration de mesures de redistribution crée un trop grand espoir d'amélioration rapide, alors qu'il faudrait plutôt s'attacher à résoudre la question de l'accroissement de la production et même de l'accroissement de la productivité en général".⁵³ La situation des pauvres ne peut s'améliorer que grâce à une politique économique qui encourage la créativité dans les entreprises. Une telle créativité ne peut résulter d'un dirigisme économique ordonné depuis les bureaux de l'administration. „Il n'y a pas de groupe d'experts, quelle que soit leur compétence, qui puisse de façon crédible prendre des décisions économiques pour des millions de leurs concitoyens... Laisser s'exprimer la créativité des individus est l'élément le plus important, non seulement pour ce qui est du respect de leur dignité d'êtres humains, mais aussi pour le progrès économique."⁵⁴

Parmi les éléments nécessaires à la créativité, on trouve l'éducation (dont dépend la qualification des travailleurs), une éthique du travail et un esprit d'entreprise, et la formation du capital (qui n'est possible qu'avec la volonté d'épargner)⁵⁵ Il ne faut pas oublier qu'il a fallu aux pays européens plusieurs décennies pour vaincre la pauvreté du peuple pendant le processus d'industrialisation et pour atteindre un niveau économique satisfaisant pour tous. On n'aidera pas les pauvres en faisant miroiter la possibilité d'une prospérité économique instantanée.⁵⁶ Il faut avoir le courage de progresser pas à pas.

⁵¹ H. Sautter, l.c. 38.

⁵² Clodovis Boff fait observer que les théologiens de la libération conçoivent, de façon plus ou moins explicite, le socialisme comme constituant le cadre d'un nouvel ordre social. („The social Teaching of the Church and the Theology of Liberation: Opposing social Practices' : Concilium 150.10/1981.19).

⁵³ A. Rauscher, Private Property. Its importance for Personal Freedom and Social Order. Ordo Socialis No.3 (Cologne, n.d.; original allemand 1982).26.

⁵⁴ M. Novak, Freedom with Justice, l.c. 182. Il est important de noter qu'en Suède, pays que beaucoup considèrent comme un modèle de socialisme démocratique qui parvient à éviter les excès tant du capitalisme que du communisme, „les institutions appartenant à l'Etat ne constituent qu'environ 7 pour cent - bien moins que la moyenne pour l'Europe occidentale et moins de la moitié du pourcentage obtenu en Grande-Bretagne sous Thatcher“ (Newsweek, 5 mars 1990, 9f)

⁵⁵ „L'histoire de l'économie, depuis les débuts du capitalisme jusqu'à nos jours, montre clairement que les progrès économiques des pays dépendent principalement de trois facteurs : la qualification des travailleurs, l'esprit d'entreprise, et la formation du capital“ (J. Messner Das Untemehmerbild in der katholischen Soziallehre, publié par Bund Katholischer Unternehmer. Beiträge zur Gesellschaftspolitik, vol.3. Cologne, 1968, 15)

⁵⁶ Le développement économique en Amérique latine, comme dans d'autres pays en développement, suppose des changements fondamentaux qui „doivent inclure des compromis à divers niveaux : la mentalité de la population; l'attitude des gens face au travail individuel et collectif; l'attitude des dirigeants et des fonctionnaires; les structures de commandement aux niveaux local, régional et national; les conditions d'accès à la propriété; l'organisation du commerce extérieur; la formation et l'attitude des employeurs; ... la politique d'armement“. Une modification, même partielle, de ces facteurs peut provoquer le résultat inverse de ce à quoi on s'attendait. „La nationalisation des moyens de production peut, toutes choses demeurant égales par ailleurs, donner naissance à une corruption et un gaspillage d'un degré encore supérieur; l'inégalité des conditions matérielles de la

Afin de trouver un compromis entre le capitalisme et le marxisme, on a la tentation en politique économique de combiner de faibles stimulants économiques avec le socialisme bureaucratique. Le résultat n'offre qu'une solution partielle qui en fin de compte n'atteint aucun objectif et ne satisfait personne.⁵⁷ Les stimulants économiques doivent être décisifs, tout en intervenant au bon endroit. Le progrès des petites et moyennes entreprises doit être prioritaire.

vie peut, en outre, s'agrandir et les conditions d'accès de la population aux biens essentiels, se détériorer" (H. Sautter, l.c.54).

⁵⁷ Denis Goulet pense que les Chrétiens Démocrates d'Amérique latine ont été victimes de ce malheureux compromis. Il se réfère particulièrement à l'expérience chilienne sous Frei (1969-1970) et vénézuélienne sous Raphael Caldera (1969-1974) et Herrera Campins (depuis 1979). Ses remarques sont fort intéressantes (Economie Systems, Middle Way Theories, and Third World Realities", in Readings in Moral Theology No. 5 : Official Catholic Social Teaching, textes rassemblés par C.E. Curran et R.A. McCormick. New York: Paulist Press, 1986,347-9).

III. L'ECONOMIE DE MARCHE AU SERVICE DES BESOINS HUMAINS

1. La fonction régulatrice du marché et de la concurrence

Le marché se définit comme l'échange de biens dans le processus économique. Il joue un rôle important dans l'orientation de l'économie vers les besoins du public. „Lorsqu'il signifie demande, il transmet les commandes du consommateur au producteur et indique à ce dernier quels biens il peut vendre à des prix économiques ... Il mobilise tout ce qu'il peut y avoir comme force dans la société économique afin de garantir un approvisionnement meilleur et plus important en besoins matériels et culturels“.⁵⁸ A prix égal, les meilleures marchandises auront la faveur du marché parce qu'elles attireront le plus grand nombre de clients, tandis qu'à qualité égale, ce sont les marchandises les moins chères qui auront la faveur du marché parce qu'elles se vendront mieux. Tout comme un ordinateur, les entreprises sont très attentives aux besoins et exigences différents et toujours variables des consommateurs. En outre, l'économie de marché et la libre entreprise „garantissent également une utilisation rationnelle des biens d'équipement, des matières premières car la concurrence au niveau mondial oblige constamment les entrepreneurs à économiser les coûts et, par conséquent, les capitaux et les matières premières“.⁵⁹

Ce processus que suit l'acheteur dans son choix, conduit naturellement et inévitablement à la concurrence entre producteurs et vendeurs. En situation normale et s'il n'y a pas de distorsion provoquée par une quelconque manipulation, la concurrence garantit à l'acheteur les meilleures marchandises au prix le plus bas possible. Du côté des producteurs, seuls ceux qui offrent la meilleure qualité aux meilleures conditions ont des chances de réussir. C'est là la fonction régulatrice de la concurrence dans une économie sociale.

Pourtant, la concurrence a besoin en même temps d'un principe régulateur pour garantir qu'elle conduira vers les objectifs de l'économie sociale. „Seule une incompréhension totale de la nature humaine a pu faire supposer aux économistes classiques que l'intérêt personnel incontrôlé, en matière de compétition, conduit à une harmonisation des intérêts ... [Une] grande partie des membres de la société cherchera toujours à défendre ses intérêts personnels aux dépens des droits des autres. Dans un système de laissez-faire, le résultat sera une concurrence injuste, catastrophique, ou trop chère.“⁶⁰

La concurrence a donc besoin d'une régulation de nature juridique ou autre, en accord avec les objectifs sociaux de l'économie. Puisque le libéralisme économique n'a pas tenu compte de cette nécessité, il en a résulté un capitalisme de monopole qui met fin à la libre concurrence. La concurrence contrôlée par la loi est l'une des différences fondamentales entre le capitalisme libéraliste et l'économie de marché sociale. Aujourd'hui dans tous les Etats, la régulation de la concurrence est considérée comme une nécessité. Dans l'intérêt du bien commun, la loi doit garantir que „quiconque peut satisfaire la demande avec des produits

⁵⁸ J. Messner, *Social Ethics*, l.c. 755

⁵⁹ Th. Herr, l.c. 146. D'autre part, l'encyclique „*Centesimus Annus*“ reconnaît le marché libre comme „l'instrument le plus efficace pour ce qui est de l'utilisation des ressources et de la satisfaction effective des besoins „ (No 34), quoiqu'il admet qu'il existe également beaucoup de besoins que le marché ne peut satisfaire et qu'il faut donc contenter par d'autres moyens.

⁶⁰ J. Messner, *Social Ethics*, l.c. 888. Les abus de la concurrence sauvage ont fait l'objet de critiques répétées de la part de l'Eglise. „Cette accumulation de pouvoir, trait caractéristique de l'ordre économique moderne, est le résultat naturel de la libre concurrence incontrôlée qui ne permet que la survie des plus forts, c'est à dire, ceux qui luttent avec le plus d'acharnement et qui prêtent le moins d'attention à la voix de la conscience“ (QA107). „L'initiative individuelle seule et la libre concurrence simple ne suffisent pas à garantir un développement réussi. Il faut éviter le risque d'accroître la richesse et la domination des plus forts, tout en laissant les pauvres à leur misère et en y ajoutant la servitude des opprimés“ (pP33).

moins chers ou meilleurs, ne saurait être empêché par quelque restriction que ce soit; au contraire, sa libre entreprise et sa disponibilité à offrir un meilleur service dans l'intérêt économique général doivent être protégées contre tous les efforts visant à éliminer la concurrence par des méthodes de monopole.⁶¹ Cependant, la loi ne peut, à elle seule, garantir une concurrence; les corps professionnels eux-mêmes doivent s'engager aux côtés de l'Etat et veiller à ce que les normes soient respectées.

Par ailleurs, la libre concurrence ne peut, à elle seule, faire face au facteur humain ni au coût écologique de la production. Elle ne peut pas garantir des salaires équitables si, comme c'est souvent le cas, l'offre d'emploi est supérieure à la demande, ce qui a déjà été mentionné plus haut.

Le rôle des syndicats a été capital dans la lutte pour des salaires justes et autres conditions de travail. En faisant de la main-d'œuvre un partenaire égal au capital ou à la force de travail, ils l'ont dotée d'une force de négociation équitable, condition préalable d'un fonctionnement juste du marché de la main-d'œuvre. Il faut donc considérer les syndicats comme partie intégrante du système de marché social. La libre concurrence ne peut pas non plus supporter les coûts résultant des conséquences de la production sur l'environnement et la santé humaine. Il s'agit notamment des émissions industrielles, de l'utilisation de produits chimiques (engrais, insecticides) dans l'agriculture ainsi que de la circulation automobile. La situation s'aggrave d'année en année et seule une législation sociale et écologique peut permettre de faire face à ces problèmes et à ces coûts indirects de la production. Il est à noter à ce sujet que les sociétés socialistes n'ont pas été meilleures aux sociétés d'économie libérale. Au contraire, elles ont beaucoup négligé les problèmes environnementaux. Les interventions du gouvernement dans la structure des prix sont souvent facilitées par certains groupes, pour permettre l'accès des pauvres aux moyens de subsistance aussi importants que l'alimentation de base, l'habillement et le logement à des prix plus bas que ne le permettrait le marché libéral. Cependant, l'expérience montre que lorsque les prix sont trop bas, les paysans et autres producteurs hésitent à mettre leurs produits sur le marché; ils préfèrent plutôt se limiter à une production de subsistance. Quiconque stabilise les prix, garantit les emplois par des subventions, promet des prix plus élevés aux pays en développement, augmente les salaires, décrète officiellement des taux d'intérêt plus bas, etc... fait preuve de considérations morales. Les éthologues sont précisément ceux-là qui exigent l'intervention de l'état dans le processus économique.⁶² Cependant les économistes mettent en garde contre les conséquences néfastes de toute interférence dans l'utilisation optimum des rares ressources. De telles interférences entraîneront des pénuries de produits sur le marché ou dans le cas de certaines subventions - la non utilisation de la surproduction ainsi qu'une perte des ressources de la communauté. Elles constituent également une offense aux considérations morales. Il n'est cependant pas exclu que dans certains cas, des prix subventionnés par l'Etat au profit des pauvres, constituent au moins une assistance ou une solution temporaire. Le principe d'intérêt personnel que l'on retrouve dans l'économie de marché et la concurrence, n'est pas, il faut le reconnaître, ce qu'il y a de plus noble. Cependant, il a le mérite d'aider l'homme à se forger un caractère. Il l'encourage tous les jours à poser des actes d'abnégation. A lui seul il ne peut rendre vertueux mais il discipline un certain nombre de citoyens en leur donnant des habitudes de régularité, de tempérance, de modération, de prévoyance, de maîtrise de soi „et les éduque à l'exercice de leurs pouvoirs.

⁶¹ J. Messner, *Social Ethics*, l.c. 891. „L'objectif immédiat de la régulation de la concurrence doit être l'instauration et le maintien de conditions justes. Mais cette équité est surtout menacée par la puissance monétaire envahissante des grandes corporations qui peuvent écarter du marché les plus faibles concurrents grâce à des réductions directes ou indirectes (giving 'extras') de prix afin d'avoir le monopole ou de se trouver en position d'oligopole et ainsi de garantir des bénéfices plus importants“ (ib.90S)

⁶² W. Lachmann, *Leben wir auf Kosten der Dritten Welt?*, l.c. 40.

Même si les moralistes „le trouvent incomplet, on doit néanmoins l'admettre comme nécessaire.⁶³

2. L'entrepreneur comme serviteur du bien commun

La doctrine sociale catholique a assez tardivement découvert la notion d'entrepreneur généralement elle ne connaissait que l'employeur. Et pourtant ils sont plusieurs millions à travailler dans leurs propres entreprises commerciales, qu'elles soient petites ou grandes. Lors des crises de révolutions industrielles, l'employeur était généralement - il l'est encore - considéré comme le premier responsable de la problématique sociale. Mais une telle vue ne rend pas justice à la contribution irremplaçable de l'entrepreneur au progrès de l'économie ni à son dur labeur. Les problèmes sociaux d'une société en développement sont toujours le résultat de plusieurs facteurs au nombre desquels, la recherche effrénée du profit par certains employeurs. Jean Paul II a fait remarquer que „le degré de bien-être dont jouit la société aujourd'hui serait impensable sans le dynamisme de l'homme d'affaires dont le rôle est d'organiser la main-d'œuvre et les moyens de production de manière à produire les biens et fournir les services nécessaires à la prospérité et au progrès de la communauté.“⁶⁴ Au delà de l'activisme politique, la pensée sociale chrétienne doit encourager l'activisme économique : épargnes, investissements productifs, inventions et entreprises qui sont aussi des actes de création qui contribuent au bien commun.⁶⁵ La liberté d'entreprendre, de commercer et de financer doit être protégée bien qu'il faille garantir la responsabilité de cette liberté vis-à-vis du bien commun et que la loi limite les abus éventuels du pouvoir économique. Le travail de l'entrepreneur est de trouver des marchés, de les développer et de les approvisionner. Il doit fournir les biens et services dont a besoin la société. C'est là une fonction et une responsabilité éminemment sociales. En supposant que ces biens et services soient nombreux, il est souhaitable d'avoir plusieurs entreprises privées. Plus cet esprit d'organisation est présent en coopération économique, plus la productivité économique sera abondante ... si par exemple pour une population de quarante millions d'habitants il y a deux millions de grands, moyens et petits entrepreneurs dans l'agriculture, l'industrie et le commerce qui luttent pour satisfaire les besoins malgré la pression de la concurrence, la garantie d'atteindre une productivité économique et un niveau de vie croissants est plus grande que si vingt ou deux cent fonctionnaires - c'est le cas dans le régime socialiste - détiennent le monopole de la planification économique.⁶⁶

Pour avoir un maximum d'entreprises privées il faut favoriser les unités économiques, moyennes ou petites, que leur productivité soit égale ou supérieure à celle d'une grande unité. Ce principe est en accord avec celui de la filiale. De plus il permet une large répartition du pouvoir économique, empêchant du coup le danger social et politique que représente la concentration du pouvoir entre les mains d'une oligarchie ou de l'Etat. D'autre part, au niveau des petites et moyennes entreprises, la satisfaction qu'éprouvent les travailleurs dans leur tâche et leur sécurité sur le lieu de travail sont plus grandes. Quant aux entreprises appartenant à la bourgeoisie, elles ont tendance à retenir leurs travailleurs dans les moments difficiles. „La

⁶³ Alexis de Tocqueville, *Democracy in America*, Vol.2 (New York: Vintage Books, 1945), 131.

⁶⁴ Discours à l'endroit des Hommes d'Affaires et Dirigeants Economiques, prononcé le 22 May, 1983 à Milan (L'Osservatore Romano, 23/4 Mai 1983, P.6; édition hebdomadaire en Anglais, 20 Juin, 1983, 1.1).

⁶⁵ M. Novak, *Freedom with Justice*, l.c.53. Il est déplorable que dans certains environnements „les vertus de l'activisme économique non seulement ne sont pas enseignées, mais sont également traitées avec dédain“. Les intellectuels tout comme les activistes politiques méprisent la „bourgeoisie“ et les „commerçants“ qu'ils traitent souvent d'„intermédiaires“ ou de „parasites“, et les considèrent surtout comme des cibles grasses pour les impôts. La pensée sociale Catholique doit elle faire de même? (ib. 181;217)

⁶⁶ J. Messner, *Social Ethics*, l.c.. 768.

propriété qui rapporte des bénéfices, en association avec le travail du propriétaire, est la garantie la plus sûre d'un ordre social sain".⁶⁷

La satisfaction des besoins et des demandes en perpétuel changement de la société ainsi que les défis de la concurrence, nécessitent de la part de l'entrepreneur des ajustements constants et une grande flexibilité. Le parfait entrepreneur est un organisateur, un inventeur, un découvreur et un conquérant. Ses motivations sont, mis à part celle de gagner sa vie, le développement créatif, l'esprit d'aventure, le désir de prestige social et pour bon nombre, la lutte pour servir la communauté.⁶⁸ Bien sûr l'autre objectif de l'entrepreneur, c'est de faire des bénéfices car une entreprise non rentable dans une économie de marché est appelée à disparaître. Cette disparition représente une perte non seulement pour le propriétaire mais aussi pour les employés qui perdront leur emploi. Le profit devient donc „une obligation dans l'éthique sociale, parce que les entreprises non rentables relèvent de la responsabilité de l'économie et elles causent des pertes d'emploi".⁶⁹

L'utilisation idéologique du mot profit, rejeté depuis Karl Marx, doit faire place à un jugement plus sobre. Le Profit utilisé comme capital dans l'économie, confère de nombreux avantages sociaux sous forme de nouvel emploi, de biens, de services, d'invention et de nouvelle richesse. „Il suffit de demander à un employé ... s'il préfère travailler dans une entreprise qui réalise des bénéfices ou dans une entreprise dont les comptes sont au rouge et sa réponse est claire dès le départ.⁷⁰ Si malgré tout le profit est si souvent décrié comme louche et sordide, c'est à cause de l'ignorance de la fonction économique du profit et de l'envi“ qu'il inspire.⁷¹ „Mais l'entrepreneur qui a généré la plus forte valeur ajoutée, c'est-à-dire qui a réalisé un profit sans dénier aux travailleurs leurs droits, n'est pas touché par un tel discrédit mais est plutôt supposé s'être comporté de manière compétente et responsable. „Il n'y a aucune injustice si quelques uns réalisent de gros bénéfices, du moment que la situation des personnes moins heureuses s'en trouve améliorée".⁷² La possession des moyens de production ne saurait être séparée de la responsabilité vis-à-vis de ceux qui ont collaboré ou assisté la direction. En effet „les propriétaires et les directeurs n'ont pas créé ce capital tout seuls. Ils ont bénéficié du travail de plusieurs autres ainsi que du soutien que les communautés locales ont apporté à leurs efforts. Ils sont redevables à ces travailleurs et communautés dans leurs prises de décision."⁷³ Un certain degré de responsabilisation existe et est appliqué partout aujourd'hui par la loi.

Parfois il est même à craindre que les dispositions légales ne pèsent trop et découragent la création de nouveaux emplois, le développement des entreprises, toutes choses qui participent du bien commun. D'autre part, il y a dans la vie économique, des obligations de justice et de

⁶⁷ J. Messner, *Social Ethics*, l.c. 932. „L'accomplissement de la démocratie est difficile et fragile sans une classe commerciale solide... Ce n'est pas un hasard si les démocraties de l'Europe Occidentale, de l'Australie, du Canada, d'Israël, des Etats-Unis, du Japon et du Costa Rica appuient leurs activités commerciales sur une base sociale élargie“ (M. Novak, *Freedom with Justice*, l.c. 180).

⁶⁸ L'origine sociale des entrepreneurs est loin d'être homogène. Ils ne sont pas des descendants de familles aisées et ayant l'expérience du commerce comme on est naturellement porté à le croire. Les entrepreneurs proviennent de classes diverses : travailleurs, aristocratie, professions libérales, paysans, propriétaires, artisans et, non des moindres, fonctionnaires (cf W. Weber, *Der Untermehmer. Eine umstrittene Sozialgestalt zwischen Ideologie und Wirklichkeit*. Köln: Hanstein, 1973,42)). „Plus d'un peuvent être surpris par le fait que la propriété des moyens (économiques) est relativement insignifiante comme prérequis pour accéder à un haut niveau dans la hiérarchie des leaders économiques et de prise de décisions“ (ib.45).

⁶⁹ J. Messner, *Social Ethics*, l.c.77 1.

⁷⁰ W. Weber, l.c.80.

⁷¹ P.H. Werhahn, *The Entrepreneurs. His Economic Function and Social Responsibility*. Ordo Socialis N04 (Trier: Paulinus, 1990),23.

⁷² J. Rawls, *A theory of Justice* (Cambridge, Mass, : Bethenap PPress, 1971), 15. Jean Paul II reconnaît lui aussi, le rôle légitime du profit, tant que l'entreprise commerciale respecte aussi bien les besoins humains de base des employés que sa propre vocation qui est d'être „au service de toute la société.“ (CA 35)

⁷³ *Economie Justice for All*, l.c. .. Nol 13

loyauté qui ne sont pas prises en compte par les normes législatives. Les relations entre la direction et les clients, les fournisseurs, les concurrents et, enfin et non pas des moindres, les employés doivent être empreintes de justice et de loyauté. L'honnêteté, notamment dans les affaires, laisse souvent à désirer. „Les partisans du système du marché libéral social soulignent la nécessité d'une forte éducation éthique. Sans l'honnêteté, le marché libéral ne peut pas fonctionner dans l'intérêt du bien commun.“⁷⁴ Des efforts doivent être faits pour que l'entreprise devienne une communauté de personnes“ (MM91). La rentabilité et la réduction des coûts ne sauraient être avancées comme des prétextes pour ignorer les valeurs de la véritable humanité qui sont les finalités réelles de l'économie. Il apparaît même en dernière analyse que le respect pour ces valeurs accroît la rentabilité. Robert Omer, propriétaire anglais d'usine dans la première moitié du siècle dernier, a fait remarquer que l'expérience montre qu'une machine nettoyée proprement marche mieux et plus efficacement qu'une autre qui est sale. Que ne gagneraient les être humains, en force et efficacité, s'ils étaient traités correctement et soigneusement Les entrepreneurs sentent plus que jamais le besoin de communication, de souci mutuel et de solidarité entre la direction et les travailleurs.

3. Ethique du Consommateur

La question de l'éthique de l'économie est fondamentalement une question d'éthique de consommation aussi. La demande des consommateurs détermine dans une large mesure et même de manière décisive, la production. L'importance de l'éthique de la consommation est plus grande lorsque les conditions de vie sont meilleures car cela pousse au luxe et à l'extravagance. Cependant „toute consommation de luxe qui n'est justifiable économiquement constitue une offense pour l'économie recommandée par l'éthique sociale“⁷⁵.

Les choix et les demandes des consommateurs sont déterminées par les nécessités matérielles et culturelles provenant des finalités existentielles des hommes et des besoins de bien commun, non seulement au niveau de la nation mais aussi au niveau de toute l'humanité et de la terre entière. Ce qui a été dit concernant la finalité authentique de l'économie sociale est également valable pour l'éthique de la consommation.

De ce point de vue, les ménagères ont un rôle important à jouer. Leur poids dans les décisions économiques peut être évalué à travers le fait que plus de la moitié du revenu national passe entre leurs mains.⁷⁶ Tout comme la production et l'investissement, la demande et la consommation déterminent l'économie sociale. Les sociétés de bien-être modernes sont caractérisées par une mentalité de consommation libérale. Obtenir et prendre sont plus valorisés que la disponibilité à servir et à contribuer. L'Etat, par dessus tout, considéré comme une institution qui fournit des services est comme un magicien qui doit donner à tous en puisant dans ses ressources financières inépuisables et sans en prendre à qui que ce soit. Le sens de la responsabilité personnelle s'effrite laissant apparaître diverses formes d'égoïsme, ce qui ne peut qu'être préjudiciable aux liens de solidarité et à la cohésion de la société. Le système d'économie de marché social ne peut à lui seul combler ce déficit. Il doit être intégré dans une vision plus globale du destin de l'homme. „Il n'est pas injuste de vivre mieux; ce qui l'est, par contre, c'est un style de vie qui est considéré comme meilleur lorsqu'il est orienté vers l'“avoir” plutôt que vers l'“être“, et qui pousse à avoir plus, non pas pour être plus mais plutôt pour jouir de la vie comme une fin en soi. Il est donc nécessaire de créer des styles de vie dans lesquels la quête de la vérité, la beauté, le bien et la communion avec d'autres pour l'amour de la croissance commune, sont les facteurs qui déterminent les choix, les épargnes et les investissements des consommateurs“ (CA36)

⁷⁴ B. Haring, *Free and Faithful in Christ*, vol.J, 1981,285.

⁷⁵ I.Messner, *Social Ethics*, Lc.763.

⁷⁶ cf J.Messner, *Social Ethics*, Le. 764.

Récemment la crise écologique a créé une plus grande conscience de la part de tous les participants à l'économie, y compris les consommateurs, sur la nécessité de la protection de l'habitat humain à travers un comportement économique responsable. Plus que toute autre considération abstraite, les dangers concrets pour l'environnement prouvent à l'homme moderne, que le moment est venu d'avoir une éthique du consommateur.

IV. LE ROLE ECONOMIQUE DE L'ETAT

En principe, la relation entre la politique et l'économie est comme suit : La politique a pour objet, le bien-être temporel ou commun de l'homme en général.

L'économie a pour objet de fournir à la communauté, les biens matériels, culturels et spirituels, obtenus à un coût donné et vendus à un prix donné ... (comme exemples de biens culturels et spirituels, on peut mentionner les informations livrées par les mass média). Etant donné que l'objet de la politique est plus globale, celle-ci jouit d'une primauté sur et contre l'économie.⁷⁷

Les questions de politique économique demeurent sans doute, les plus grands thèmes abordés pendant les campagnes électorales. Il est légitime et bienséant que les politiciens s'efforcent de trouver les meilleures réponses aux problèmes économiques de leurs pays et proposent des programmes à leurs électeurs. Par contre, les politiques économiques inspirées par des préoccupations autres qu'économiques et fondées sur le seul souci de gagner des voix ou de provoquer l'échec de l'opposant, relèvent de l'irresponsabilité. Mieux, le plaidoyer pour une politique économique donnée ne peut être qualifié de responsable que s'il repose sur une connaissance sérieuse des faits économiques.

Les politiciens sont confrontés à des exigences énormes alors que les ressources des pays sont limitées et même très limitées dans plusieurs cas. Les solutions adéquates ne sont pas toujours évidentes et il est difficile à l'Etat de joindre les deux bouts. Mais pour ce faire, et de la meilleure manière possible, le leader politique aura besoin de sagesse, une sagesse empreinte de courage; c'est là un charisme pareil au génie.⁷⁸

1. Respect du principe de subventionnement

Le principe de subventionnement requiert, aussi bien ici que dans tous les autres aspects du patrimoine commun, que l'Etat laisse les individus et autres corps intermédiaires s'occuper d'un certain nombre de réalisations, l'Etat lui-même ne devant intervenir que pour les aider à satisfaire les besoins des citoyens ... La supposition est, bien sûr, qu'avec l'appui de l'Etat, ces corps intermédiaires pourront satisfaire les besoins de manière plus efficiente.

La règle qui régit le rôle de l'Etat en tant que subventionneur s'applique également à tout le domaine de l'économie : plus de responsabilité à l'individu moins d'intervention de l'Etat. C'est là une directive du Pape Jean XXIII qui écrit : „Car le principe suivant doit toujours être observé : l'activité de l'Etat dans le domaine économique, quelle que soit son envergure ou sa profondeur, ne devrait s'exercer de manière à frustrer l'individu de son droit à l'initiative personnelle, Elle doit plutôt contribuer à accroître ce droit autant que possible, à travers une protection efficace des droits fondamentaux de chaque individu“ (PT 65; cf MM 55).

L'Etat peut, dans des circonstances exceptionnelles, „exercer le rôle de substitut, lorsque les secteurs sociaux ou les systèmes commerciaux sont trop faibles ou encore naissants, et ne peuvent faire face aux problèmes de l'heure. Ces interventions ponctuelles qui se justifient par des raisons urgentes et liées au bien commun, doivent être aussi brèves que possible, afin que la société et les systèmes commerciaux ne soient aliénés en permanence des fonctions qui leur incombent a priori, et que le domaine d'intervention de l'Etat ne soit excessivement élargi au détriment des libertés civiles et économiques“ (CA 48).

⁷⁷ O. von Nell-Breuning, l.c.181. Dans „Octogesima Adveniens“, Paul VI écrit: „Chaque homme a le sentiment que dans le domaine économique, que ce soit au niveau national ou international, l'ultime décision revient au pouvoir politique“ (no. 46).

⁷⁸ M. Novak, Freedom with Justice, l.c. 29.

L'individu est présumé libre d'exercer l'activité de son choix et c'est plutôt à l'Etat de prouver la validité de ses interventions législatives. „En principe, l'économie libre, c'est-à-dire le libre exercice d'une activité par des individus ou groupes d'individus librement constitués et voulant assurer leur propre survie et, éventuellement, se réaliser, n'a pas besoin d'être justifiée; contrairement à la limitation des libertés à travers des ingérences et réglementations venues d'en haut“⁷⁹.

2. La création d'institutions justes

Il est nécessaire de faire appel à la moralité mais cela ne saurait suffire à rétablir l'ordre dans la vie économique. Il faudra, au préalable, qu'un effort soit fait pour créer des institutions économiques justes.

De nos jours, des structures sociales „immondes“ sont souvent dénoncées par les milieux Chrétiens; mais il est plus facile d'exalter l'idéal d'un ordre juste que de créer effectivement des structures justes et concrètes. La création d'institutions économiques justes est une tâche difficile. Comme dans toute entreprise humaine, il faudra donner le meilleur de soi. Les institutions ne peuvent se bâtir dans un vide culturel. Pour bien fonctionner, elles dépendront de l'éthique vivante d'une culture. „Une éthique dans laquelle les liens familiaux prennent le pas sur l'égalité devant la loi, ne peut qu'engendrer des institutions minées par le favoritisme, le népotisme et le respect du principe, non pas d'égalité mais d'appartenance familiale“.⁸⁰ Un autre type d'éthique serait désirable mais dont la création nécessite un processus d'éducation. De façon concrète, ici comme ailleurs, seule une société proche de la société juste idéale est réalisable. Et le degré de proximité sera fonction du charisme du leader politique.

L'autorité de l'Etat doit servir de contrepoids aux tendances antisociales des individus et autres entités intermédiaires. Elle doit pouvoir réduire les inégalités chroniques résultant de la détention de tout le pouvoir d'achat par une minorité. Mais dans le même temps, il doit exister des institutions de contrepoids au pouvoir étatique. Sinon, le pouvoir d'Etat glisserait facilement vers le despotisme, l'oligarchie et la dictature. Ce contrepoids doit provenir d'une classe moyenne économiquement indépendante et être soutenu par des institutions démocratiques.⁸¹

Le maintien de la stabilité de la monnaie constitue une obligation fondamentale de justice. Un taux d'inflation élevé est une injuste redistribution du fruit de la richesse et pénalise les couches les plus démunies. Ceux qui souffrent le plus de l'inflation, ce sont les citoyens ordinaires qui déposent leurs avoirs dans des comptes d'épargne ou qui vivent de pensions ou d'autres revenus similaires ne pouvant ni s'accroître ni s'ajuster facilement au taux d'inflation. Même s'il faut reconnaître que l'inflation décourage l'épargne et influe négativement sur l'économie en général.

Aujourd'hui plus que jamais, le sort de l'individu dépend de sa propre efficacité mais aussi des conditions économiques engendrées par la politique de l'Etat. Des groupes entiers de ci-

⁷⁹ O. von Nell-Breuning, l.c. 170.

⁸⁰ M. Novak, Freedom with Justice, l.c. 30

⁸¹ „Parmi les 160 régimes actuellement incarnés sur cette planète, quels sont les vingt ou trente qui protègent le mieux les droits de l'homme? Ce sont tous des sociétés libérales. Prenons le développement économique. Parmi les 160 régimes existant, quels sont les vingt ou trente nations qui favorisent le mieux la créativité et l'invention, les libertés individuelles et le travail en équipe volontaire qui seuls conduisent au progrès économique? Il y a 40 ans environ, le Japon venait loin derrière plusieurs pays d'Amérique Latine; les conditions des travailleurs étaient des plus mauvaises. Mais la création d'institutions libérales a contribué à propulser ce pays d'une façon spectaculaire“ (M. Novak, Freedom from Justice, l.c. 143). Même si le respect des droits de l'homme n'est pas toujours parfait dans les sociétés libérales et démocratiques décrites par Novak, il faudrait quand même reconnaître que c'est dans celles-ci que les droits de l'homme sont le mieux protégés.

toyens peuvent être réduits à la pauvreté du fait d'un changement .au niveau des conditions économiques, par exemple dans le secteur agricole ou minier. La politique économique ne peut donc être mise en œuvre de façon responsable qu'en conjonction avec une politique sociale, une politique de l'emploi, de la famille, de l'environnement, de l'éducation et du développement.

Des institutions économiques justes sont indispensables pour la société. D'abord et surtout, les dispositions légales doivent incarner les valeurs défendues par les choix économiques. Il s'agit ici d'un processus à caractère dynamique, tout comme l'économie elle-même d'ailleurs, qui implique des ajustements permanents au niveau de l'ordre social et juridique. Le principe de la *Societas semper reformanda* s'applique également à l'ordre socio-économique.

Cependant, au delà et en dehors de tout ceci, plus les citoyens sont conscients des valeurs morales qu'incarne l'ordre économique plus ils s'efforceront de les promouvoir. Malheureusement, „le comportement réel des êtres humains est souvent autre que ce qu'exigent ces valeurs. Aussi bien pour l'employeur que pour l'employé, seuls les intérêts comptent“.⁸² Cet état des choses est compréhensible et naturel dans une certaine mesure, mais le danger existe de voir disparaître la poursuite de nobles idéaux au profit des intérêts personnels. „Il importe donc que les institutions morales et culturelles aussi bien que les institutions économiques remplissent leurs obligations respectives!“ Les Eglises ont un rôle important à jouer dans ce domaine.⁸³

3. Une attention particulière aux pauvres

Au nombre des devoirs fondamentaux qui incombent aux gouvernements, se situe la garantie d'un minimum de conditions pour assurer la dignité humaine pour tous. La satisfaction des besoins vitaux des couches défavorisées est une des plus grandes priorités. L'Article 25 de la Déclaration des Droits de l'Homme, faite en 1948 par les Nations Unies, résume de façon pertinente les obligations de la communauté civique à cet égard. „Chacun a droit à un niveau de vie adéquat qui garantit la santé et le bien-être pour lui-même et pour sa famille, y compris la nourriture, l'habillement, le logement, les soins de santé et les services sociaux nécessaires, ainsi que le droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse et d'autres cas d'incapacités dues à des circonstances indépendantes de sa volonté“.

Ceci ne signifie pas, comme il a été dit plus haut, que c'est l'Etat lui-même qui doit subvenir à tous ces besoins. Il est très facile de conclure, au constat d'un besoin social, que le gouvernement a le devoir d'intervenir. Cependant, *social* ne veut pas dire *étatiste*. Le Cardinal Höffner observe justement que „la tendance vers un Etat-providence est source d'inquiétude. L'enseignement social catholique préconise, pour le bien des êtres humains eux-mêmes, le renforcement de la responsabilité personnelle et le rejet du bien-être étatiste. A long terme, une nation ne peut dépenser au delà du fruit de son propre labeur.“⁸⁴ Dans ce domaine, aussi bien la famille nucléaire que la famille élargie ont des obligations vis-à-vis de leurs membres. Les corps intermédiaires, tels que les organisations de charité, ont un rôle à jouer. Le principe de la subsidiarité veut bien que ces groupes soient interpellés en premier. Néanmoins, là où l'aide apportée par ces organisations demeure insuffisante, l'Etat a le devoir d'intervenir (dans la mesure, bien sûr, de ses moyens).

⁸² Arthur F. Utz, „Gerneinsarnes und Verschiedenes in der marxistischen und christlichen Wirtschaftsanalyse“ in *Kann der Christ Marxist sein? Muß er Kapitalist sein?* ; même éditeur (Bonn : Scientia Humana Institut, 1982), 53.

⁸³ Werner Lac, *Ausweg aus der Krise, Fragen eines Christen an Marktwirtschaft und Sozialstaat* (Wuppertal: Brockhaus, 1984); 61. Cf Paul VI, „*Evangelii Nuntiandi*“ (1975) No. 36.

⁸⁴ J Card. Höffner, *Economie Systems and Economic Ethics*, l.c. 33.

L'on pense souvent que les pauvres sont pauvres parce qu'ils sont indolents et qu'ils fuient le travail. Les évêques américains récusent cette thèse qu'ils qualifient de préjugé. „Plusieurs recherches ont démontré que les gens qui sont pauvres sont animés du même désir de travailler que le reste de la population. Nous demandons à tout le monde d'éviter les actions, les mots ou les attitudes qui stigmatisent les pauvres, qui exagèrent les bénéfices octroyés aux pauvres et qui accroissent la fraude au niveau des allocations sociales. Ce sont des symptômes d'une attitude punitive à l'égard des pauvres.“⁸⁵ Plutôt, des millions de gens sont pauvres parce qu'ils ont perdu leurs emplois ou parce qu'ils perçoivent des salaires trop bas.

Par conséquent, la première étape de la lutte contre la pauvreté „doit être de bâtir et de soutenir une économie saine qui offre des emplois avec de justes rémunérations, à tous les adultes capables de travailler.“⁸⁶ Dans le même temps, toute la société doit s'engager dans l'éducation des pauvres. Toute solution à long terme de la pauvreté „doit accorder une très grande attention à l'éducation, aussi bien publique que privée, aussi bien à l'école qu'en dehors de l'école. Le manque d'attention adéquate à l'éducation, surtout en milieu urbain défavorisé, empêche plusieurs personnes d'échapper à la pauvreté.“⁸⁷

L'on ne saurait trop mettre l'accent sur l'importance de l'éducation comme moyen de lutte contre la pauvreté. Contribuer à l'augmentation du niveau d'éducation c'est investir dans le futur d'une nation.

4. La socialisation et la réforme foncière

La *Socialisation*, c'est le transfert de certains biens à l'Etat (nationalisation) ou à d'autres entités à caractère public, surtout les municipalités (communalisation).

La socialisation se justifie si elle est nécessaire pour le bien commun. Mais dans chaque cas où la socialisation est envisagée, il faut montrer clairement que c'est effectivement dans l'intérêt du bien commun, car la socialisation empiète sur la sphère de la propriété privée et sur les droits de ceux dont les biens sont ainsi aliénés.

La socialisation n'est donc pas une panacée. Jean-Paul II, se référant à la situation de la Pologne sous le régime communiste, lance un avertissement: „Plusieurs réformes vivement souhaitées ne peuvent se réaliser à travers une simple élimination de la propriété privée des biens de production. Car il faut remarquer que le simple retrait des moyens de production des mains de leurs propriétaires privés ne constitue pas une garantie suffisante pour une socialisation satisfaisante. Ces moyens cessent d'appartenir à un groupe social donné, notamment les propriétaires privés, et deviennent la propriété de la société organisée, passant ainsi sous l'administration et le contrôle direct d'un autre groupe d'individus. Ce groupe au pouvoir peut accomplir sa tâche de manière satisfaisante du point de vue de la priorité du travail; mais il peut également l'accomplir mal en s'arrogeant le monopole de l'administration et des moyens de production, sans même s'abstenir de violer les droits fondamentaux l'homme“(LE 14).

L'expérience a montré que, très souvent, les unités de production appartenant à l'Etat sont mal gérées, et ceci pour plusieurs raisons. Les entreprises étatiques sont beaucoup moins rentables que leurs homologues privées. „Personne ne gère aussi malles questions industrielles que l'Etat“.⁸⁸ La raison en est que la fonction d'entrepreneur est tout à fait différente de celle de fonctionnaire. Par ailleurs, les motivations pour l'aventure économique et l'utilisation judicieuse des moyens disponibles sont inconnues dans les entreprises publiques. Si ces entrepri-

⁸⁵ Economic Justice for All, l.c. No 193f.

⁸⁶ Ib. No 196. Voir la section entière très instructive sur l'emploi. Nos 136-169.

⁸⁷ Ib. No 203.

⁸⁸ Otto Bauer, ancien chef du Parti Social Démocrate Autrichien. Cité par J. Messner, Social Ethics, l.c. 940.

ses sont des monopoles d'Etat, comme c'est souvent le cas, elles ne sont pas confrontées au défi de la compétition comme mesure de leur efficacité et comme un critère de formation de prix véritablement économique.⁸⁹

Actuellement, il existe un scepticisme croissant à l'égard de la propriété publique des entreprises. Dans certains pays européens, les difficultés liées au contrôle effectif des monopoles des entreprises publiques sont devenues si énormes que, depuis le milieu des années quatre-vingts, les gouvernements, quelles que soient leurs orientations, optent de plus en plus pour une privatisation totale ou partielle des monopoles d'Etat. L'une des raisons, et non des moindres, est que le poids budgétaire que représentent les entreprises étatiques opérant dans le rouge, devient de moins en moins tolérable et constitue un viol des intérêts des contribuables. En outre, les entreprises appartenant au secteur public sont souvent minées par des scandales donnant ainsi lieu au doute et à des attitudes critiques à leur égard.

La socialisation doit donc être le dernier recours pour remédier aux malversations et abus économiques. S'il existe des alternatives également efficaces ou plus efficaces, elles doivent être privilégiées. L'accumulation excessive des terres doit être corrigée par une réforme foncière et non par une collectivisation. Dans le domaine de la propriété publique, le principe de la subsidiarité est aussi d'une importance capitale et doit être respecté (cf. MM 117). Le contrôle étatique des moyens de production est ce qu'il y a de moins désirable.

Le contrôle de l'Etat se justifie toujours dans le cas de la production du matériel d'énergie nucléaire. Il y a peut-être des moyens de socialiser les industries de biens de consommation qui satisfont les besoins essentiels de la communauté et qui ne sauraient dépendre du bon vouloir des entreprises privées. Il s'agit par exemple de l'eau, du gaz, de l'électricité, du téléphone et des services de transport public. Les minerais importants (charbon, métaux précieux, etc.) ou les industries dites stratégiques et sur lesquelles s'appuie la majorité des industries d'un pays, peuvent faire l'objet d'une socialisation si leur fonctionnement ne pourrait être garanti autrement; si le capital privé nécessaire à leur développement ne peut être obtenu; ou s'il s'avère nécessaire (pour les minerais par exemple) d'éviter une exploitation préjudiciable à l'économie nationale ou à l'environnement. Enfin, la nationalisation des secteurs importants de l'économie peut, de temps à autre, être utilisée dans les pays en développement où l'initiative privée souffre encore d'insuffisance et où les injustices notoires sont à corriger dans la redistribution des profits. Mais dans ce cas, tout comme dans plusieurs des cas mentionnés, la redistribution ne peut être qu'une action subsidiaire de la part de l'Etat, les choses devant retourner à la normale une fois que les citoyens privés sont en mesure d'assumer efficacement la responsabilité de la gestion.

J. Messner est d'avis, et ses raisons semblent valides, qu'il n'existe aucun argument valide pour la socialisation des banques. „Le crédit joue un rôle fondamental dans toute l'économie sociale et n'est pas dépassé que par la terre. Celui qui contrôle le crédit, contrôle également l'économie. Si l'Etat contrôle le crédit, toute l'économie est entre les mains de l'Etat. Cependant, la propriété étatique d'une banque centrale est un autre problème. Pour des raisons évidentes, les entreprises à but culturel doivent être complètement exemptes de „nationalisation. Il s'agit, par exemple, de la presse et l'édition. Ceci n'empêche pas l'Etat d'avoir, par exemple, sa propre imprimerie ou sa maison d'édition ou son journal, pourvu que celles-ci n'utilisent pas des méthodes injustes de compétition.“⁹⁰ La même chose est valable pour les réseaux de télévision.

⁸⁹ Voir le brillant exposé sur la faillite économique de l'Etat par Christian Watrin, „Marktversagen“ versus „Staatsversagen“. Zur Rolle von Markt und Staat in einer freien Gesellschaft, édité par Vorort des Schweizerischen Handels-und Industrie-Vereins (Postfach 4138, 8022 Zürich, 1986), 14-26.

⁹⁰ J. Messner, Social Ethics, l.c. 939f.

Enfin il n'existe pas suffisamment de justification pour la socialisation des terres agricoles. Les raisons politiques, sociales et économiques obligent l'Etat à effectuer une distribution des terres de manière à permettre au plus grand nombre de familles de disposer d'une sécurité économique et sociale à travers leur propre labeur sur leurs propres terres.

La distribution juste et intelligente des terres agricoles demeure le souci principal du mouvement dénommé *réforme foncière*. Dans plusieurs pays, de vastes quantités de terres se trouvent entre les mains d'une minorité de propriétaires, souvent peu intéressés ou incapables de les exploiter de manière adéquate, alors que des locataires ayant cultivé ces terres pendant des générations et investi tous leurs efforts, sont maintenus en état de servitude, incapables d'acquiescer ne serait-ce qu'une parcelle pour leur propre compte.

Le Concile Vatican II considère cela comme un grave danger social qui nécessite un remède immédiat. „Dans plusieurs régions sous-développées, il existe de vastes voire d'énormes superficies en zones rurales qui ne sont cultivées qu'en partie ou qui demeurent inexploitées pour des raisons de profit. Dans le même temps, la majorité de la population souffre d'un manque de terres ou alors, ne dispose que d'une petite quantité malgré le besoin urgent d'accroître la productivité. Il n'est pas rare que ceux qui sont engagés au service de propriétaires terriens, ou qui exploitent des portions de terres louées à ces derniers, perçoivent des salaires ou des revenus indignes, manquent de logements décentes et se fassent exploiter par des intermédiaires... Il est donc vital que des réformes soient mises en œuvre, selon les circonstances, pour améliorer les niveaux de revenus, augmenter la sécurité de l'emploi et inciter les populations à prendre des initiatives. En effet, les superficies qui ne sont que partiellement exploitées devraient être redistribuées à ceux qui sont capables de les faire fructifier“ (GS 71; cf PP 24).

Cependant, la redistribution des terres ne suffit pas pour garantir une utilisation productive. Les fermiers doivent aussi être en mesure de gérer leurs entreprises de manière indépendante et abandonner les méthodes antiques de culture. Jean XXIII parle de pays „où, malgré les ressources naturelles abondantes, la production alimentaire est insuffisante à cause de techniques agricoles primitives“ (MM 154). Il faut que les fermiers apprennent et utilisent de nouvelles méthodes d'agriculture intensive pour des rendements accrus et les gouvernements doivent pouvoir les soutenir à cette fin.⁹¹

„Néanmoins, chaque fois l'expropriation est nécessaire pour le bien commun, la compensation doit être reconnue en toute équité et après une analyse complète des circonstances“ (GS 71). Ceci s'applique à l'expropriation aussi bien dans le cadre de la socialisation que dans le cadre d'une réforme foncière. La compensation des personnes expropriées est, en principe, une question de justice commutative, qui exige une équivalence essentielle entre ce qui est pris et ce qui est offert en compensation. Dans le cas d'une expropriation de parcelle pour la construction d'une route ou d'un édifice public, le propriétaire doit recevoir une compensation de valeur à peu près égale à celle de ladite parcelle. Cette compensation ne devrait, pour aucune raison, être inférieure au prix qu'aurait payé un acquéreur privé pour une parcelle similaire avoisinante. Cependant, la situation est différente dans les cas d'expropriation de grandes superficies pour des réformes foncières liées à des secteurs entiers de l'économie, tels que l'exploitation des mines de charbon ou l'extension ferroviaire. Dans ce cas, une compensation complète dépasserait les capacités financières de l'Etat. „Dans ces conditions, la réclamation

⁹¹ A. Rauscher fait remarquer que, si „des réformes agraires bien intentionnées en Colombie, au Pérou et au Mexique n'ont pas abouti au succès escompté, c'est parce que la redistribution des terres et la création de nouveaux fermiers indépendants, jusque-là salariés, ne garantissent pas une exploitation productive. Ceci n'est possible que si ces fermiers sont également en mesure de gérer leurs entreprises de manière indépendante. L'Etat ne doit pas perdre de vue ces présuppositions“ (La Propriété Privée, l.c. 44).

d'une compensation équivalente à la valeur entière n'est plus admise. Le bien commun demeure toujours la norme suprême quant au montant de la compensation.⁹²

La détermination de la valeur de la propriété est souvent très difficile. Les biens à offrir en compensation constituent également un autre problème. La compensation financière n'est pas toujours suffisante, surtout dans les pays où le cours de la monnaie est en baisse constante. Par ailleurs, l'augmentation de la valeur de la terre (le loyer) résulte non pas des efforts du propriétaire lui-même mais plutôt de ceux des tiers ou des installations publiques réalisées par l'Etat, (routes, eau, électricité, etc.) et, par conséquent, ne doit pas être nécessairement calculé dans le remboursement. Il faudra cependant, faire attention pour que les personnes victimes d'expropriation ne soient pas désavantagées par rapport à celles qui ont pu y échapper. Si la compensation est trop faible et injuste, l'Etat serait coupable d'injustice et devrait restituer. La solution idéale serait plutôt un accord honorable entre l'Etat et les propriétaires.

⁹² Franz Klüber, *Katholische Eigentumslehre* (Osnabrück: A. Fromm, 1968), 110.

V. LA COOPERATION ECONOMIQUE AU NIVEAU INTERNATIONAL

La coopération économique internationale est un élément indispensable à la (prospérité de toutes les nations. La communauté internationale organisée a le devoir de renforcer cette coopération dans l'intérêt de tous. C'est là une exigence d'ailleurs inhérente aux réalités et nécessités purement économiques. Cependant, les politiques économiques doivent être fondées sur des valeurs qui transcendent l'économie pure. La solidarité humaine et l'amour Chrétien exigent de tous les acteurs économiques qu'ils contribuent à supprimer les conditions de privations et la misère au sein de la famille humaine. " La justice fondamentale veut que chacun ait le droit de participer à l'économie globale sans cesse interdépendante, d'une manière qui garantisse la liberté et la dignité de tous. Lorsque des communautés entières sont carrément exclues ou privées d'une participation équitable à l'ordre économique international, c'est la Justice fondamentale qui est violée. Nous voulons un monde juste envers tous."⁹³

1. L'ordre économique international

Ce qui a été dit sur la finalité véritable de l'économie sociale s'applique également aux relations internationales. Il faudrait surtout qu'une existence humainement digne soit garantie pour tous. Ceci repose sur deux conditions essentielles: une existence suffisante et un travail ou une occupation digne. Dans notre monde actuel, ces deux conditions sont loin d'être remplies. Toute amélioration dans ce sens dépend surtout de l'équité qui sera observée dans la poursuite et dans l'expansion du commerce international.

L'économie internationale est essentiellement régie par la loi du libre échange, „Dans l'économie internationale moderne, chaque pays fonctionne comme une entreprise. Sur le marché international, chaque pays, qu'il soit socialiste, communiste ou capitaliste, essaie de placer ses produits et d'acquérir ceux des autres, au meilleur prix.⁹⁴ Même en épit du fait qu'aucune autorité centrale n'existe pour exercer un contrôle économique au niveau international, l'économie sociale de marché mérite d'être davantage valorisée pour les mêmes raisons que celles évoquées au niveau national. Le but de la coopération économique internationale „est mieux atteint lorsque la demande pour les biens et services est universellement satisfaite à un coût de production minimal.“

Ceci conduit nécessairement au principe suivant: autant de libre échange que possible, c'est-à-dire, compatible dans la mesure du possible avec les objectifs sociaux des économies nationales et internationales.⁹⁵

Le principe du libre échange est limité premièrement par le besoin de protéger certaines industries dans un pays donné contre la compétition étrangère aigue. Cette protection est nécessaire soit pour les industries naissantes que l'on doit aider à se développer pleinement pour pouvoir faire face à la compétition soit pour des industries jugées indispensables sur le plan politique ou économique (au prix de sacrifices permanents). Les moyens pour atteindre cet objectif sont les protections douanières. Deuxièmement, on limite le libre échange dans l'intérêt de protéger contre l'exploitation des nations à faible économie et politiquement dépendantes. La garantie de cette protection relève de la responsabilité des Nations Unies (ONU). Les mesures et accords appropriés à cette fin, varient d'une situation à une autre. Il n'y a guère de mesures sans effets indésirables pour l'une ou l'autre des parties. Les compromis politiques sont dès lors inévitables.

⁹³ Economie Justice for All, l.c. W 258

⁹⁴ A.D. Corson-Finerty, World Citizen. Action for Global Justice (Maryknoll, N.Y. : Orbis, 1982),20

⁹⁵ J. Messner, Social Ethics, l.c. 949f.

Bien que la plupart des nations se déclarent pour le libre échange international, beaucoup de restrictions existent dans la pratique. Ce qui pénalise surtout les pays en développement, c'est le fait que les nations industrialisées subventionnent leurs propres exportations et leurs propres industries alors qu'elles imposent des taxes à l'importation sur les produits semi-finis et finis en provenance de ces pays en développement, après leur avoir acheté des matières premières hors taxes. Cette pratique „représente la peine de mort pour la croissance de ces nations en développement.“⁹⁶

Certes, la suppression des subventions ou taxes sur les produits moins sophistiqués, tels que des produits agraires, les gueuses, les textiles et les chaussures, aura un impact négatif sur les producteurs des pays industrialisés ainsi que sur leurs employés. La concurrence étrangère à coût réduit peut les forcer à diminuer voire fermer leurs unités de production. Comme l'ont dit avec raison les Evêques des Etats-Unis, les pays industrialisés „peuvent mieux s'adapter aux bouleversements commerciaux que les pays en développement déjà défavorisés par leur état de pauvreté.“⁹⁷ C'est ici que la solidarité des nations devient chose concrète. On doit aider les entreprises qui sont menacées par de tels changements structurels à investir dans les productions locales plus prometteuses ou à écouler toutes leurs productions vers les nations en voie de développement. Après les premières difficultés, la division de travail créée par la concurrence internationale du libre échange servira au mieux les pays les plus industrialisés.

L'arrêt de l'ingérence de l'Etat dans le commerce international n'est pas une solution suffisante au problème. Un contrôle international plus rigoureux des grandes firmes privées est nécessaire, afin d'éviter qu'elles utilisent leurs grands pouvoirs financiers et leur connaissance du milieu pour des gains injustes dans les rapports qu'elles entretiennent avec les pays moins avancés. Un code de conduite s'avère alors indispensable pour les entreprises étrangères, code qui „reconnait leur caractère quasi public et encourage le développement et le partage équitable de leurs profits. Les entreprises multinationales devraient être contraintes d'adopter ce code et de s'y conformer.“⁹⁸ Il est souhaitable qu'un tel projet ainsi que les autres projets semblables au niveau du commerce international, soient sous l'égide des Nations-Unies. En outre, les pays en développement ont besoin de l'assistance des pays industrialisés pour équilibrer leur infériorité économique, promouvoir le développement industriel sur leurs territoires et subvenir aux besoins de leurs populations. Ce qui conduit au point suivant.

2. Le Développement économique et la solidarité globale

Tout comme la maîtrise de la pauvreté nationale fut la préoccupation du 19^{ème} siècle, la conquête de la pauvreté internationale et ses écarts intolérables dans la prospérité, constitue le défi du 20^{ème} siècle. Au départ, il faut noter que „la pauvreté des nations a plusieurs causes. Toute explication mono-causale et toute tentative de solutions basée sur un cas particulier-ne ferait qu'éluder le problème réel.“⁹⁹ Au même moment, dans une économie mondialement

⁹⁶ O. von Nell-Breuning, l.c. 300.

⁹⁷ Economie Justice for all, l. c no. 270. En 1966, le Brésil a essayé d'accroître sa production de café en implantant des usines pouvant produire du café instantané à partir des grains. Les firmes américaines firent pression sur leur gouvernement, qui à son tour, fit savoir au Brésil qu'il allait suspendre sa participation à l'Accord International sur le Café (un accord conclu pour garantir la stabilité des prix) et qu'il allait également suspendre toute l'aide des Etats-Unis. Le Brésil céda à ces pressions et imposa une taxe à l'exportation à ses propres producteurs, les obligeant à abandonner.“(A.D. Corson-Finnerty, l.c.24).

⁹⁸ Economie Justice for Ail. l.c. no. 280.

⁹⁹ H. Sautter : l.c. 131. L'auteur fait remarquer plus loin, que „la prospérité des nations industrialisées est le fruit de leurs propres efforts; cette prospérité conduit cependant à des conséquences pouvant déséquilibrer les processus de développement en cours dans les pays du Tiers-Monde“(ib). L'un des griefs que les anciennes colonies pourraient avoir à l'encontre des forces coloniales est que la Grande Bretagne, en principe, importait des matières premières de ses colonies tout en empêchant leur développement industriel, à travers des taxes à l'importation en métropole des produits fabriqués dans lesdites colonies. Une autre erreur commise est que tout l'investissement étranger venait d'un seul pays voire d'une seule compagnie de ce pays. Par conséquent, cette

répandue et où toutes les nations sont interdépendantes à des degrés plus ou moins élevés, personne ne peut s'exempter de la responsabilité vis-à-vis des pays en développement. L'interdépendance doit se transformer en une solidarité entre nations riches et nations pauvres (SRS 39), mais aussi entre les pays en développement eux-mêmes (ib.45).

Ce qui fait la force des nations industrialisées face aux pays en développement c'est, du moins directement, beaucoup moins la richesse des uns et la pauvreté des autres que le retard social et civil de ces derniers (par exemple l'analphabétisme, le manque de compétence, la discipline de groupe), ce qui les empêche d'utiliser pleinement leurs ressources humaines et naturelles.¹⁰⁰ Les pays développés doivent aider leurs homologues sous-développés. Mais les causes de la pauvreté „proviennent, dans la plupart des cas, du caractère primitif et arriéré des systèmes économiques“. Pour remédier à cette situation, un transfert de compétence ainsi qu'un capital de démarrage sont nécessaires en vue „d'accélérer le développement économique à l'aide des méthodes modernes“ (MM163). Ce faisant, il faudra accorder moins d'attention aux grandes organisations et aux bureaucraties complexes. Il faudra plutôt favoriser l'émergence d'un nombre élevé de petites entreprises. Les petites entreprises familiales représentent le principal facteur de progrès économique d'une nation.

Les conditions naturelles requises pour une agriculture florissante sont acquises dès le départ; cependant, le processus bute sur des obstacles de nature politique et socio-économique: les vieux systèmes féodaux, les méthodes primitives de production agricole, le manque de formation professionnelle, le manque de capitaux, etc. La suppression de ces obstacles incombe, dans une certaine mesure, au pays en développement eux-mêmes. „Le développement exige, par dessus tout, un esprit d'initiative de la part des pays qui en ont besoin“ (SRS 44). Le contrôle des prix des produits agricoles, dont le but est d'aider les pays pauvres, laisse cependant peu de bénéfices aux fermiers; par conséquent, la production demeure basse au détriment de tous.¹⁰¹ L'amélioration des revenus agricoles empêche l'exode rural et crée des opportunités pour le petit commerce en campagne. „Pour les nations qui sont, en ce moment, en proie à la faim et la famine, la seule issue demeure le développement durable des systèmes agricoles et de production alimentaire. Et la plupart des voix autorisées s'accordent à dire que les petits fermiers constituent la clé d'un tel développement“¹⁰²

compagnie disposait de pouvoirs étendus, par exemple en Amérique latine, souvent au détriment du gouvernement local, ce qui est incompatible avec la démocratie, la souveraineté et l'économie de marché. Il est vrai que des entreprises étrangères individuelles ont, à plusieurs reprises, utilisé des méthodes déloyales de commerce dans les colonies tout comme elles l'ont souvent fait, avec succès, dans leurs propres pays. Mais il ne s'agissait point là d'une politique mise en place par les puissances coloniales ni d'une source importante de leur enrichissement. La richesse des nations industrialisées résulte, en fait, beaucoup plus du volume de leur commerce les uns avec les autres (75%) que de celui avec le Tiers-Monde (12%). Les 13 % restant représentent le commerce entre l'ouest et l'est et entre pays du Tiers-Monde (1988).

¹⁰⁰ Cf. O. von Nell-Breuning, *Gerechtigkeit und Freiheit*, l.c. La dépendance Vis-à-vis des nations riches a été, à plusieurs reprises, désignée comme la cause de la pauvreté des pays en développement. Ceci n'est qu'une image incomplète. „La théorie de la dépendance, avancée pour la première fois dans les années 1960, résiste à peine à une analyse empirique. Elle n'explique ni pourquoi des nations pauvres jusqu'à une époque récente (tel le Japon) ont pu progresser rapidement ni pourquoi d'autres, plutôt bien dotées en matières premières, demeurent relativement en retard. Elle n'explique pas non plus pourquoi certaines cultures minoritaires, tout en étant l'objet de discriminations, arrivent à émerger même dans des pays pauvres“ (M. Novak, *Freedom from Justice*, l.c. 172).

¹⁰¹ La suppression du contrôle des prix des produits en Inde avait provoqué une explosion et le ni veau de production ainsi atteint permit de réduire les prix des produits alimentaires. „En moins de deux années ... les queues et les rationnements avaient disparu. L'abolition de l'agriculture collective a non seulement permis au pays d'atteindre l'auto-suffisance alimentaire mais aussi de produire un excédent de 1,5 tonnes de riz pour l'exportation“ en 1989 (*Newsweek*, 19 mars 1990, 33).

¹⁰² *Economie Justice for Ali*, l.c. No 283. „Mais tout en admettant que la solution à long terme n'annule pas l'obligation à court terme, pour les plus grands exportateurs de denrées alimentaires, de fournir une aide alimentaire suffisante pour satisfaire les besoins des pays pauvres, et ce, non pas dans le simple but d'évacuer leur surplus mais d'une manière qui encourage la production locale au niveau des bénéficiaires“ (ib. No 284).

L'investissement étranger, bien que comportant des risques tant pour la société qui investit que pour les pays en développement, est une forme importante d'assistance économique qui passe par la fourniture du capital initial requis pour toute entreprise, la technologie et l'expertise managériale. Il faudra néanmoins, veiller à ne pas créer une situation de dépendance à travers ce processus. Les pays en développement sont acquis à la nécessité de varier aussi bien leur production que leurs partenaires commerciaux et d'attirer les investissements de divers horizons. „Les produits et les ‘technologies des firmes d'investissement doivent s'adapter au pays en développement. Ils doivent éviter de répondre seulement aux besoins d'une poignée de consommateurs ayant des revenus élevés et d'établir des processus qui englobent les capitaux en provoquant le déplacement de la main-d'œuvre, surtout dans le secteur agricole.¹⁰³

Il a déjà été mentionné que les pays développés doivent adhérer pleinement au principe du libre échange et éliminer les taxes à l'importation surtout pour les produits provenant des pays en développement, bien que cela demande certains sacrifices et ajustements de la part des premiers. C'est là une contribution très constructive au développement des pays les plus pauvres. „Les Chrétiens doivent alors s'engager sans réserve dans la lutte pour protéger les produits provenant des pays en développement.¹⁰⁴

Les crédits et prêts „peuvent être considérés comme une contribution au développement, quelque chose de désirable en soi“. Mais avec les conditions variables du marché financier, l'aide économique qui passe par les prêts peut aussi devenir „un mécanisme défavorable à la production. La cause en est que, les pays débiteurs, pour honorer leurs dettes, sont obligés d'exporter le capital devant servir à améliorer ou, tout au moins, maintenir leur niveau de vie“. Cette situation devrait faire réfléchir les bailleurs de fonds sur „le caractère éthique de l'interdépendance des peuples“(SRS 19)¹⁰⁵ Dans ces conditions, la solidarité peut servir de raison pour l'annulation d'au moins une partie de la dette.

On ne peut ignorer le fait que la population tend à croître trop rapidement, surtout dans les pays les plus pauvres, et que les ressources de la terre sont limitées. A ce sujet, le Pape dit ceci: „Il est vrai que trop souvent, une croissance démographique ajoute sa part aux problèmes de développement : la population s'accroît plus vite que les ressources disponibles, et on se retrouve dans une impasse. A partir de cet instant, on est fortement tenté de contrôler la croissance démographique par des mesures radicales. Il est certain que les autorités publiques peuvent intervenir, dans les limites de leurs compétences, en rendant disponibles les informations appropriées et en adoptant des mesures adéquates, pourvu que cela se fasse conformément aux lois morales et dans le respect des libertés légitimes des couples mariés“ (PP 37; Cf. GS 87; SRS 25).

Il est évident que l'aide au développement, prise au sens le plus strict c'est à dire l'assistance sous forme de dons, s'avère indispensable. Elle doit provenir aussi bien des gouvernements que des organisations et bailleurs de fonds privés.

¹⁰³ Ib. No 279.

¹⁰⁴ W. Lachmann, *Leben wir auf Kosten der Dritten Welt?* l.c.92f.

¹⁰⁵ La question de la dette internationale a été étudiée en détail par la Commission Pontificale „*Justitia et Pax*“ dans son document « *At the Service of the Human Community: An Ethical Approach to the International Debt Question* », 27 Déc 1986 (Enchiridion Vaticanum, vol 10, Bologne: EDB, 1989,770-797).

C'est donc le lieu de solliciter les pays riches pour une assistance généreuse et désintéressée aux nécessiteux. L'aide au développement doit être considérablement élargie, même si c'est au prix d'énormes sacrifices.¹⁰⁶

Quant aux projets concrets visés, les experts disent que „l'aide au développement international ne devrait pas s'amorcer à travers l'installation de prestigieux projets à grande échelle, mais par la promotion d'activités à haute intensité de main-d'œuvre à un niveau sous-structurel, tels que la construction de routes, ponts, chemins de fer, canalisations d'eau etc. Pendant ce temps, un grand nombre de petites et moyennes entreprises sont nécessaires pour la production des biens de consommation (textiles, meubles, effets domestiques, etc.), suffisamment disponibles et accessibles aux revenus acquis pendant la construction des infrastructures. Autrement, les prix continueront de grimper ce qui aggraverait l'état de pauvreté.¹⁰⁷ Les idées de A.T. Ariyaratne, économiste Sri Lankais, s'inscrivent dans le même ordre. Le développement doit se baser sur les traditions et les valeurs propres à chaque peuple et commencer à la base. „Il faut d'abord valoriser les connaissances technologiques de chaque peuple et utiliser les ressources locales disponibles. Celles-ci peuvent être ensuite modernisées de manière progressive et appropriée à l'aide de techniques plus avancées. Les programmes nationaux de développement doivent accorder une place primordiale à la participation massive et élargie de la population. Ils doivent viser à satisfaire les besoins essentiels du peuple et ne pas créer des désirs artificiels qui ne traduisent qu'une imitation aveugle des cultures matérialistes.¹⁰⁸

La contribution des églises et autres organisations semblables est vitale pour le développement des pays du Tiers-Monde. A travers le renforcement des systèmes éducatifs et les œuvres de charité, elles ont énormément contribué au développement des pays du Tiers-Monde. Dans leurs pays d'origine, elles sont les pionnières de la prise de conscience des responsabilités vis-à-vis des pays pauvres. Avec leur présence sur le terrain, elles sont dans une position privilégiée pour promouvoir les programmes d'auto-assistance à la base et dans les milieux urbains les plus défavorisés.¹⁰⁹ Les projets types qu'elles créent sont jugés parmi les plus bénéfiques.“ En règle générale, on peut retenir qu'il est préférable d'avoir des millions de microprojets plutôt que de grands projets qui coutent des millions.¹¹⁰

Enfin, outre le capital, l'éducation et la formation, les attitudes morales et culturelles sont d'une importance capitale dans le développement d'une nation. Un changement de comportement face au travail, à la propriété, à la providence à la ponctualité et à la confiance s'avèrent nécessaire.¹¹¹ Ici encore, les églises peuvent jouer et ont déjà eu un rôle fondamental. La foi en Jésus-Christ peut changer les hommes et engendrer chez eux de nouvelles habitudes morales.

„En effet, on comprend mieux aujourd'hui que la simple accumulation de biens et services, fût-ce au profit de la majorité, ne peut faire le bonheur de tous. Au contraire, l'expérience au

¹⁰⁶ J. Card Höffner, „The world economy in the light of Catholic social teaching“ in *Church and Economy. Common Responsibility for the future of the World Economy*, publié par J. Thesing (Mainz: v. Hase & Koeler, 1987),44.

¹⁰⁷ *Ib.* 45.

¹⁰⁸ A. T. Ariyaratne, *Collected Works, Vol 1 Dehiwala, Sri Lanka, n.d.*, 134; cité apr D. Goulet in *Readings in Moral Theology No 5: Official Catholic Teaching*, publié par C.E. Curran et R.A. McCormick (New York: Paulist pres, 1986) 353.

¹⁰⁹ L'expérience à ce jour, démontre que l'augmentation du flux de ressources financières et e technologies, profite d'abord aux habitants de la capitale du pays bénéficiaire. Dans la plupart des pays en développement, on peut supposer que le flux financier en provenance de l'étranger n'atteint pas les zones périphériques du pays bénéficiaire ou alors, il les atteint mais d'une manière qui crée de nouvelles enclaves“ (Hans Zwiefelhofer, *Neue Weltwirtschaftsordnung und katholische Soziallehre*. Mainz: (Grünewald, 1980, 122).

¹¹⁰ H. Sautter. *l.c.*, 128.

¹¹¹ W. Lachmann, *Leben wir auf Kosten der Dritten Welt?*, *l.c.*95.

cours des dernières années montre qu'«à moins d'être guidé par une force morale et d'être orienté vers le bonheur véritable de la race humaine, toutes les ressources physiques et tout le potentiel de l'homme se retournent contre lui pour l'oppresser» (SRS 28). Bien que la dimension économique du développement est inévitable, elle n'en constitue pas la limite. Le développement doit être orienté vers la vocation de l'homme dans tout son être, y compris ses dimensions culturelles, religieuses et transcendantes.

BIBLIOGRAPHIE

La doctrine sociale chrétienne en général

- ANTONCICH, Ricardo. *Christians in the Face of Injustice. A Latin American Reading of Catholic Social Teaching*. Maryknoll, N. Y.: Orbis, 1987.
- BENNETT, John C. *Christian Social Ethics in a Changing World*. New York: Association Press, 1966.
- CLARKE, Thomas E., ed. *Above Every Name: The Lordship of Christ and Social Systems*. New York/Ramsey: Paulist Press, 1980.
- CRONIN, John F. *Social Principles and Economic Life*. Milwaukee: Bruce Publ. Co., 1964, revised edition.
- CURRAN, Charles E. and McCORMICK, Richard A., eds. *Readings in Moral Theology No. 5: Official Catholic Social Teaching*. New York: Paulist Press, 1986.
- DORR, Donal. *Option for the Poor. A Hundred Years of Vatican Social Teaching*. Dublin: Gill and Macmillan, 1983.
- DUSSEL, Henrique. *Ethics and Community*. Maryknoll, N.Y.: Orbis, 1988.
- GREEN, Robert W., ed. *Protestantism, Capitalism, and Social Science: The Weber Thesis Controversy*. Lexington: D.D. Heath, 19732.
- GREMILLION, Joseph, ed. *The Gospel of Peace and Justice. Catholic Social Teaching since Pope John*. Maryknoll, N.Y.: Orbis, 1984.
- LANE, Dermot A. *Foundations for a Social Theology. Praxis, Process and Salvation*. New York: Paulist Press, 1984.
- LONGENECKER, R. N. *New Testament Social Ethics for Today*. Grand Rapids, Mich.: Eerdmans, 1984.
- McDONAGH, Enda. *Social Ethics and the Christian*. Manchester: University Press, 1979.
- MAINELLI, Vincent P., ed. *Social Justice: Official Catholic Teachings (A Consortium Book)*. Wilmington, M.C.: McGrath, 1978.
- MALHERBE, Abraham J. *Social Aspects of Early Christianity*. Baton Rouge: Louisiana State Univ. Press, 1977.
- MESSNER, Johannes. *Social Ethics*. St. Louis & London: Herder Book Co., 1965.
- MUELLER, Franz Hermann. *The Church and the Social Question*. Washington: American Enterprise Institute, 1984.
- NELL-BREUNING, Oswald von. *Gerechtigkeit und Freiheit. Grundzüge katholischer-Soziallehre*. Wien: Europaverlag, 1980.
- NOVAK, Michael. *Freedom with Justice. Catholic Social Thought and Liberal Institutions*. San Francisco: Harper & Row, 1984.
- SEIFERT, Harvey. *Ethical Resources for Political and Economic Decision*. Philadelphia: Westminster Press, 1972.
- WALSH, Michael, and DAVIES, Brian, eds. *Proclaiming Justice and Peace. Church Documents from John XXIII to John Paul II*. London: Collins, 1984.

L'ordre moral de l'économie sociale

BENNE, Robert. *The Ethic of Democratic Capitalism. A Moral Reassessment*. Philadelphia: Fortress Press, 1981.

BLOCK, Walter. *The U.S. Bishops and Their Critics. An Economic and Ethical Perspective*. Vancouver, B.C.: Fraser, 1986.

BOERNA, Conrad. *The Rich, the Poor - and the Bible*. Philadelphia: Westminster Press, 1979.

CASEY, John. *Ethics in the Financial Marketplace*. New York: Scudder, Stevens & Clark, 1988.

CHARLTON, William, MALLINSON, Tatiana, and OAKESHOTT, Robert. *The Christian Response to Industrial Capitalism*. London: Sheed & Ward, 1986.

CORSON-FINNERTY, Adam Daniel. *World Citizen. Action for Global Justice*. Maryknoll, N.Y.: Orbis, 1982.

CORT, John C. *Christian Socialism. An Informal History*. Maryknoll, N.Y.: Orbis, 1988.

EAGLESON, John, ed. *Christians and Socialism. Documentation of the Christians For Socialism Movement in Latin America*. Maryknoll, N.Y.: Orbis, 1975.

Economic Justice for All. Pastoral Letter on Catholic Social Teaching and the U.S. Economy. Washington: NCCB, 1986.

FORELL, Georg W., and LAZARETH, William H., eds. *Corporation Ethics*. Philadelphia: Fortress Press, 1980.

GANNON, Thomas M., ed. *The Challenge to the American Economy. Reflections on the U.S. Bishops' Pastoral Letter*. London: Collier Macmillan, 1986.

GREELEY, Andrew M. *No Bigger than Necessary: An Alternative to Socialism, Capitalism and Anarchism*. New York: American Library, 1977.

GRIFFITHS, Brian. *Morality and Market Place*. London: Hodder&Stoughton, 1982. *idem*. *The Creation of Wealth: A Christian's Case for Capitalism*. Downers Grove, Ill.: Inter-Varsity Press, 1984.

HINKELAMMERT, Franz J. *The Ideological Weapons of Death. A Theological Critique of Capitalism*. New York: Orbis, 1986.

HÖFFNER, Joseph Card. *Economic Systems and Economic Ethics. Guidelines in Catholic Social Teaching*. Ordo Socialis No. 1. Koln 1988³.

JOHNSON, Luke T. *Sharing Possessions: Mandate and Symbol of Faith*. Philadelphia: Fortress Press, 1981.

KEOGH, James. *Corporate Ethics: A Prime Business Asset*. New York: The Business Roundtable, 1988.

KREIDER, Carl. *The Rich and the Poor. A Christian Perspective on Global Economics*. Ontario: Herald, 1987 (for group discussions).

LAMB, Matthew. *Solidarity with Victims*. New York: Crossroad, 1982.

MEEKS, Douglas M. *God the Economist. The Doctrine of God and Political Economy*. Minneapolis: Fortress Press, 1989.

NORTH, Gary. *An Introduction to Christian Economics*. Nutley, N. J.: Craig Press, 1973.

NOVAK, Michael. *The Spirit of Democratic Capitalism*. New York: Simon & Schuster, 1982. idem and COOPER, John, eds. *The Corporation. A Theological Inquiry*. Washington: American Enterprise Institute, 1981.

PAWLIKOWSKI, John, and SENIOR, Donald. *Economic Justice. CTU's Pastoral Commentary on the Bishop's Letter on the Economy*. Washington: The Pastoral Press, 1988.

PEMBERTON, Prentiss L., and FINN, Daniel Rush. *Toward a Christian Economic Ethics*. Oak Grove, Minn.: Winston Press, 1985.

RASMUSSEN, Larry. *Economic Anxiety and Christian Faith*. Minneapolis: Augsburg Publ. House, 1981.

RAUSCHER, Anton. *Private Property. Its Importance for Personal Freedom and Social Order*. Ordo Socialis No. 3. Koln, 1987.

ROOS, Lothar, ed. *Church and Economy in Dialogue. A Symposium in Rome*. Ordo Socialis No. 2, with contributions by Agostino Card. Casaroli, Joseph Card. Höffner, Joseph Card. Ratzinger, Pope John Paul II. Köln 1990³.

SANDEL, Michael J. *Liberalism and the Limits of Justice*. Cambridge Univ. Press, 1982.

McLELLAN, David, and SAYERS, Seans, eds. *Socialism and Morality*. London: Macmillan, 1990. SEN, Amartya. *On Ethics and Economics*. Oxford: Basil Blackwell, 1987.

THESING, Josef, ed. *Church and Economy. Common Responsibility for the Future of the World Economy*. Mainz: v. Hase & Koehler, 1987.

URENA, Enrique M. *Capitalism or Socialism. An Economic Critique for Christians*. Chicago: Franciscan Herald, 1981.

WEBER, Wilhelm. *Der Unternehmer. Eine umstrittene Sozialgestalt zwischen Ideologie und Wirklichkeit*. Koln: Peter Hanstein, 1973.

WERHAHN, Peter H. *The Entrepreneur. His Economic Function and Social Responsibility*. Ordo Socialis No. 4. Trier: Paulinus, 1990.

WOGAMAN, J. Philip. *Christians and the Great Economic Debate*. London: SCM Press, 1977. idem. *Economics and Ethics. A Christian Enquiry*. London: SCM Press, 1986.

L'éthique du développement

ADENEY, Miriam. *God's Foreign Policy. Practical Ways to Help the World's Poor*. Grand Rapids, Mich.: Eerdmans, 1984.

AGBASIERE, Joseph Therese, and ZABAJUNGU, Boniface K., eds. *Church contribution to integral development*, Eldoret (Kenya), AMECEA Gaba Publ., 1989.

BAUER, Gerhard. *Towards a Theology of Development: An Annotated Bibliography*. Geneva: Committee on Society, Development and Peace (SODEPAX), 1970.

BECKMANN, David M. *Where Faith and Economics Meet: A Christian Critique*. Minneapolis: Augsburg Publ. House, 1981.

BERGER, Peter. *Pyramids of Sacrifice*. New York: Basic Books, 1974.

BLOCK, Walter, and SHAW, Donald. *Theology, Third World Development and Economic Justice*. Vancouver: Fraser Institute, 1985.

CAMARA, Helder. *Church and Colonialism*. London: Sheed & Ward, 1969.

DAMADU, Ukandi G., et alii. *Development Paths in Africa and China*. London: Macmillan, 1976.

- DHAVAMONY, Mariasusai, ed. *Evangelization, Dialogue and Development*. Rome: Gregorian University, 1972.
- EAGLESON, John, and SCHARPER, Philip. *Puebla and Beyond*. Maryknoll, N.Y.: Orbis, 1979.
- ELLIOTT, Charles. *The Development Debate*. London: SCM Press, 1971.
- GOULET, Denis. *The Cruel Choice: A New Concept in the Theory of Development*. New York: Atheneum, 1978.
- idem. *A New Moral Order. Studies in Development Ethics and Liberation Theology*. Maryknoll, N.Y.: Orbis, 1974.
- LACHMANN, Werner. *Leben wir auf Kosten der Dritten Welt?* Wuppertal: Brockhaus, 1986.
- LAND, Philip, ed. *Theology Meets Progress: Human Implications of Development*. Rome: Gregorian University, 1971.
- LAURENTIN, Rene. *Liberation, Development and Salvation*. Maryknoll N.Y.: Orbis, 1972.
- LEONARD, H. Jeffrey, et alii. *Environmental and Anti-Poverty Strategies for the 1990s*. Washington: Overseas Development Council, 1989.
- LEWIS, John P. *Strengthening the Poor: What Have We Learned?* Washington: Overseas Development Council, 1988.
- LEWIS, John P., and KALLAB, Valeriana, eds. *Development Strategies Reconsidered*. Washington: Overseas Development Council, 1988.
- LEVI, Werner. *From Alms to Liberation: The Catholic Church, the Theologians, Poverty, and Politics*. New York: Praeger, 1989.
- McGINNIS, James B. *Bread and Justice: Toward a New International Economic Order*. New York/Ramsey: Paulist Press, 1979.
- MEHMET, Ozay. *Economic Planning and Social Justice in Developing Countries*. New York: St. Martin's Press, 1978.
- MOONEYHAM, W. Stanley. *What do you say to a hungry world?* Waco, Texas: World Books, 1975.
- NELSON, Jack A. *Hunter for Justice: The Politics of Food and Faith*. Maryknoll, N.Y.: Orbis, 1980.
- SAUTTER, Hermann. *Armut und Reichtum auf Weltebene und die Grenzen politischer Lösungsversuche*. Wuppertal: Brockhaus, 1983.
- SAUVANT, Karl P., and LAVIPOUR, Farid G., eds. *Controlling Multinational Corporations*. Boulder, Colorado: Westview, 1976.
- SHAW, Timothy M., and HEARD, Kenneth A., eds. *The Politics of Africa. Dependence and Development*. Essex: Longman & Dalhousie Univ. Press, 1982.
- TAYLOR, Michael. *Good for the Poor. Christian Ethics and World Development*. London: Mowbray, 1990.
- VAUGHAN, N. B.Y. *The Expectation of the Poor: The Church and the Third World*. London: SCM Press, 1972.
- WARD, Barbara. *The Angry Seventies. The Second Development Decade. A Call to the Church*. Rome: Pontifical Commission Justice and Peace, 1970.
- WILBER, Charles K., ed. *The Political Economy of Development and Underdevelopment*. New York: Random House, 1973.

L'auteur:

Prof. Karl H. Peschke, S.V.D., est né en Allemagne en 1932 et ordonné prêtre en 1958. En 1965, il obtint son doctorat en théologie morale à l'Accademia Alfonsiana de Rome. De 1968 à 1984, il fut professeur de théologie morale à la Divine Word Seminary, à Tagaytay City aux Philippines. De 1984 à 1991, il fut professeur à l'Université Pontif. Urbaniana de Rome. Depuis 1991, il est professeur à la Theologische Hochschule St. Gabriel à Mödling et, depuis 1999, à la Philosophisch-Theologische Hochschule Heiligenkreuz, tous les deux chez Vienne.

Il est devenu célèbre à travers ses deux volumes de théologie morale "Christian Ethics", qui ont été édités plusieurs fois et traduits, entre autres, en italien, coréen, allemand, chinois et indonésien.